

NOM

NO

02500-7

C.A.E. 2880 NO.CONV. 25007  
AFFIL. 7 NB.EMPL. 50  
EMP.COUV. 0 ET.GEOG. 65460 63  
PERS.VIS. 7 NO.ACC. M03297021  
DATE ENR.840206

ANO: 3297-15-17 DÉPÔT

Dépôt N°: 8 3 1 1 2 1 6

Je certifie attester que le Commissaire Général du Travail a reçu  
le dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé

Dépôt refusé

02500-7

Objet	<input type="checkbox"/> 1 <sup>ère</sup> convention <input checked="" type="checkbox"/> Renouvellement <input type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres			Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances		M-3297-21
Date	Signature	Reception	Durée	Du	Au	Nombre de salariés régis par la convention collective
	83-10-12	83-10-17		83-04-06	85-10-14	50

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant <b>Synd. Intern. des communications graphiques loc. 555 Mtl CTC FTQ CTM</b> 8440 Boul. St-Laurent ste 301 Montréal, Québec H2P 2M5	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant <b>Montreal Standard</b> Div. de Compagnie de Journaux Canadiens Ltée Att: M.H.G. Jensen 8181 Royden Ville MONT-ROYAL P.Q. H4P 2J7

Unité de négociation

"All hourly rated and salaried photoengraving and retrogravure workers, all Auxiliary rotogravure workers (General Workers) who are employed in the Process and Plating Departments, executing all ancillary functions to the production of printing surfaces in rotogravure, utilised at Mtl Standard Inc 8181 Royden Road, Town of Mount Royal, Qué. except those excluded by law.

Région	06-06	Activité	2860(5)	Affiliation	7
--------	-------	----------	---------	-------------	---

1  2  3  4  5  6  7  8  9  10  11

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

Voir au verso pour les codes

Remarques

**Pour le commissaire général du travail**

Signature	Date
Odette McMullen /ms	83-11-18

Pour renseignements

425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970

255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

3297-21  
(3297-15-17)

'83 OCT 17 13 25

---

---

C O N V E N T I O N   C O L L E C T I V E

intervenue entre

MONTREAL STANDARD  
une division de  
Compagnie de Journaux Canadiens Ltée

et

LE SYNDICAT INTERNATIONAL DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES  
LOCAL 555 MONTREAL

(Autrefois LE SYNDICAT INTERNATIONAL DES ARTS GRAPHIQUES  
LOCAL 555 MONTREAL)

s'appliquant

AUX ROTOGRAVEURS ET AUX AUXILIAIRES DE LA ROTOGRAVURE

Du 6 avril 1983 au 14 octobre 1985

---

---

19 Septembre 1983

TABLES DES MATIERES

	<u>ARTICLE</u>	<u>PAGE</u>
Objet de la convention	1	1
Reconnaissance Syndicale	2	1
Juridiction	3	2
Marque syndicale	4	5
Classification des tâches	5	6
Exclusivité d'emploi	6	9
Echelle des salaires	7	12
Heures de travail	8	15
Heures supplémentaires	9	17
Jours de congé prévus dans la convention	10	21
Vacances	11	23
Réduction des heures de travail et de la Main-d'oeuvre	12	25
Apprentis	13	28
Retenue des cotisations syndicales	14	30
Avantages sociaux	15	30
Vêtements de travail	16	31
Conditions d'hygiène et de sécurité	17	32
Responsabilités du personnel	18	32
Représentants syndicaux	19	33
Règlement des griefs	20	33
Situation juridique	21	35
Durée de la convention	22	35

ARTICLE 1.

OBJET DE LA CONVENTION

- \* 1.01 La présente convention est intervenue pour entrer en application à partir du six avril mil neuf cent quatre-vingt trois et continuer comme il est stipulé ci-dessous, entre MONTREAL STANDARD, une division de Compagnie de Journaux Canadiens Ltée, ci-après appelée la "Compagnie", et le SYNDICAT INTERNATIONAL DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES, LOCAL 555 MONTREAL, ci-après appelée "le Syndicat"
  
- \* 1.02 Il est mutuellement convenu entre les parties à la présente convention que, pendant la durée de cette dernière, la Compagnie ne procédera à aucun lock-out, ni le Syndicat à aucune grève.
  
- \* 1.03 Il est de plus entendu et convenu que ni le Syndicat, ni la personne agissant dans ses intérêts ni dans celui d'un groupe de salariés, n'ordonneront, n'encourageront ou n'appuieront un ralentissement de travail en vue de limiter la production.

ARTICLE 2.

RECONNAISSANCE SYNDICALE

- \* 2.01 La compagnie reconnaît que le Syndicat possède un certificat d'accréditation délivré par le Ministère du Travail et de la Main d'Oeuvre de la Province de Québec et est de ce fait le représentant unique et exclusif de tous ses salariés visés par la présente convention.
  
- \* 2.02 Aucun contrat d'emploi individuel incompatible avec la présente convention ne peut être conclu (ou reconnu) sauf d'un commun accord et après approbation des deux parties à la présente. Aucun contrat de ce genre ne doit être en conflit avec les dispositions de la présente convention ni avec la constitution et les règlements généraux du Syndicat International des Communications Graphiques ou de la section locale partie à la présente; ledit contrat est nul dans la mesure où il y a conflit.

Rotograpeurs

- \* 3.01 La juridiction du Syndicat s'étend aux procédés de rotogravure et de photogravure utilisés pour la production de plaques pour les presses typographiques et "offset", décrits ci-dessous, qu'utilise et que pourrait utiliser la Compagnie, pendant la durée de la présente convention, à son (ou ses) imprimerie(s) de l'île de Montréal.
  
- \* 3.02 A la réserve de ce qui est prévu ci-après, seuls des membres en règle du Syndicat peuvent être embauchés pour accomplir tout travail relevant de la juridiction du Syndicat International des Communications Graphiques.
  
- \* 3.02.1 Seuls les membres visés par l'unité de négociation, telle qu'elle est exposée dans le certificat d'accréditation, doivent accomplir tout travail relevant de la juridiction du Syndicat International des Communications Graphiques.
  
- \* 3.02.2 Le Syndicat réserve le droit à ses membres de refuser de manipuler tout matériel provenant d'une entreprise ou d'entreprises, ou leur étant destiné, dont les salariés font une grève sanctionnée par le Syndicat International des Communications Graphiques ou subissent un lock-out ou qui aident des entreprises touchées par une telle grève ou un tel lock-out.
  
- \* 3.02.3 On ne doit pas interpréter l'alinéa 3.02.2 comme étant une permission donnée aux membres du Syndicat de nuire à l'impression, la distribution ou la livraison de périodiques (publications) en refusant d'accomplir toute opération se rapportant à la production de cylindres ou de plaques, que la Compagnie utilise (à son imprimerie 8181, chemin Royden, Ville Mont-Royal, Québec) pour imprimer lesdits périodiques (publications).

- \* 3.03                    Rotogravure: Comme par le passé (1949-1983) la juridiction du Syndicat International des Communications Graphiques continue de s'exercer pendant toute la durée de cette convention collective sur les machines et les procédés en usage à l'imprimerie de la compagnie, 8181, chemin Royden, Ville Mont-Royal, Québec. Si d'autres machines et procédés supplantant les machines et les procédés actuels, entièrement ou en partie, sont installés ou introduits, ils seront placés sous la juridiction exclusive du Syndicat et il appartiendra aux membres du Syndicat de faire fonctionner lesdites machines et d'appliquer lesdits procédés.
- \* 3.04                    La juridiction du S.I.C.G. s'étend aussi au fonctionnement de l'équipement de photocomposition et à la manipulation et au traitement des produits émanant de cet équipement que la Compagnie peut utiliser dans son (ou ses) atelier(s) situé(s) dans l'île de Montréal.
- \* 3.05                    Le procédé de rotogravure se définit comme étant l'ensemble des opérations qu'effectuent les membres du Syndicat à l'imprimerie de la Compagnie se rapportant à la production de cylindres ou de plaques pour la rotogravure à partir de la copie, original ou sujet, jusqu'au produit fini. Ces opérations sont les suivantes: la photographie, la retouche, l'agencement, le report et la disposition sur cylindre, la morsure et le vernissage, la gravure, la galvanoplastie et le meulage, le polissage et le tournage.
- \* 3.06                    Impression typographique: Le procédé de photogravure pour l'impression à la presse typographique et tout travail connexe est défini, pour l'application de la présente convention, comme étant toutes les opérations qui se rapportent à la production de plaques de toute substance ou tout matériel pour impression typographique à partir de la copie (originaux ou sujet) remise au service de la photogravure jusqu'au produit fini.
- \* 3.07                    Offset: Le procédé de photogravure pour la production de plaques offset et tout travail connexe est défini pour l'application de la présente convention comme étant toutes les opérations qui se rapportent à la production de plaques de toute substance ou tout matériel pour impression en offset à partir de la copie (originaux ou sujet) remise au service de la photogravure jusqu'au produit fini.

- \* 3.08 Le Syndicat accepte de ne pas gêner ou s'ingérer dans les tâches accomplies actuellement par d'autres salariés, ou dans celles relevant d'une entente collective de bonne foi passée entre la Compagnie et un autre organisme syndical à la date du 6 avril 1983.
- \* 3.08.1 Cet accord ne doit pas être interprété comme l'abandon par le Syndicat des droits afférents à sa juridiction ni comme une renonciation au droit syndical de grouper ou de représenter les salariés qui accomplissent des tâches relevant de la juridiction du Syndicat.
- 3.09 Tout matériel tel que fourni par le client doit être accepté et placé à l'étape la plus appropriée du processus de production.
- 3.09.1 La Compagnie ne donnera pas elle-même à des sous-traitants du travail qui peut être effectué par des membres de l'unité de négociation.
- \* 3.10 La Compagnie accepte de donner au Syndicat un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours de l'installation d'outillage ou procédé nouveaux ou améliorés pour le travail visé dans la clause portant sur la juridiction de la présente convention.
- \* 3.10.1 Lesdits outillage et procédé nouveaux ou améliorés doivent être manoeuvrés par des salariés visés par la présente convention dont l'échelle de salaires et les conditions de travail seront décidées par un comité mixte de quatre (4) membres, chaque partie à la présente en choisissant et en nommant deux (2), qui se réuniront à n'importe quel moment à la demande de l'une des parties pour discuter de tout ce qui a trait à cette question. La Compagnie accepte de ne pas changer ses méthodes de production actuelles pendant lesdits quatre-vingt-dix (90) jours.
- \* 3.10.2 Advenant que ces changements portent atteinte à la sécurité d'emploi des salariés visés par la présente convention, ces derniers devront être mutés (s'il le faut) à d'autres branches non atteintes, et recyclés. Toutefois, après qu'on aura vainement essayé de placer un salarié à une autre branche, s'il faut le mettre à pied en raison d'un excédent de personnel, on devra lui donner un préavis minimum de six (6) mois de cette mise à pied. Ce préavis de mise à pied de six (6) mois peut, au gré de la Compagnie comprendre une partie des quatre-vingt-dix (90) jours de préavis ci-dessus mentionnés.

- \* 3.10.3 Les paragraphes 5.09, 12.04 et 12.04.1 ne s'appliquent pas pour l'exécution des présents paragraphes (3.10, 3.10.1 et 3.10.2).
- \* 3.10.4 Il est entendu que les dispositions du paragraphe 3.10 ne s'appliquent pas aux Auxiliaires de la Rotogravure.

#### Auxiliaires de la Rotogravure

- \* 3.11 Tous les Auxiliaires de la Rotogravure qui sont principalement employés pour accomplir un travail subordonné à celui accompli aux services de la Polychromie et de la Galvanoplastie (Process and Plating Departments) dans les ateliers de la Compagnie au 8181, chemin Royden, Ville Mont-Royal, Québec, pourront cependant, comme par le passé être affectés par la Compagnie à d'autres travaux à l'intérieur ou à l'extérieur desdits services.
- \* 3.11.1 On ne pourra, toutefois, donner à cette clause le sens d'une renonciation des Rotograpeurs à leurs droits d'accomplir chacune de leurs tâches telles qu'elles sont décrites ci-dedans.

#### ARTICLE 4. MARQUE SYNDICALE

- 4.01 Tout matériel destiné à d'autres établissements pour reproduction, ayant déjà subi une ou plusieurs opérations des procédés de rotogravure, que définit l'article 3, doit avoir été soumis à ces opérations par des membres du Syndicat International des Communications Graphiques.
- \* 4.02 La présence de la marque du S.I.C.G., imprimée ou estampée sur ledit matériel, constitue la preuve nécessaire et suffisante que la condition ci-dessus a été remplie. Le client ne paiera aucun supplément pour estamper, buriner ou graver la marque sur le matériel précité.

Rotogreveurs

- \* 5.01 Préambule: Il est entendu que la classification des tâches donnée ci-dessous est reconnue par la présente convention et que les compagnons ainsi désignés sont tenus d'exécuter tout travail dans la branche à laquelle ils sont affectés. Ces tâches ainsi classifiées englobent les procédés existants en usage à l'heure actuelle. De nouveaux procédés seront adoptés afin d'améliorer la production le plus possible. Il est convenu que la photographie, la retouche, l'agencement, le report et la disposition sur cylindres, la morsure, la finition de cylindres et la galvanoplastie sont reconnues comme des branches séparées et distinctes du métier.

## 5.02

PREPARATION DE LA PELLICULE

- \* 5.02.1 La Photographie: La tâche du photographe est l'exposition de tout matériel photographique excepté celui qui doit venir en contact avec le cylindre ou la plaque terminés pour l'impression à l'encre y compris le développement du matériel photographique mentionné ci-dessus, la séparation des couleurs et tout travail connexe, exclusion faite de tout travail manuel ou autres modifications locales des valeurs de tons, qui est le travail des retoucheurs, alinéa 5.02.2. Le terme "photographie" et la tâche des "photographes" ne devront, en aucune façon être définis ou interprétés de façon à y inclure le travail de cette nature accompli dans d'autres services par des membres du personnel de la Compagnie auxquels ne s'applique pas la présente convention au moment de son entrée en vigueur, et l'on devra continuer à faire comme par le passé en ce qui a trait au travail accompli dans cette branche.
- \* 5.02.2 La retouche: La tâche du retoucheur consiste à retoucher toutes les répliques, tout le matériel photographique notamment les copies photos, les négatifs et les positifs, ce qui est défini comme étant toutes les opérations demandant une modification de la couleur ou des tonalités de l'image photographique, soit directement par l'emploi de colorants, de la réduction chimique ou de substances opaques, soit à l'aide de films ou de plaques photographiques, et tout le travail connexe. Lorsque le retoucheur fait fonctionner des lecteurs optiques, son travail doit comprendre le développement du matériel photographique exposé qui en provient.

\* 5.02.3 l'agencement: Le travail d'agenceur comprend toutes les opérations qui délimitent la zone l'impression ou déterminent la position d'impression de l'oeuvre, et tout travail connexe.

\* 5.02.4 Il est convenu que les lecteurs optiques de couleurs seront manoeuvrés par le personnel appartenant aux catégories d'emploi désignées sous le titre "Préparation de la pellicule". Quand un salarié préposé à un lecteur optique n'a pas de travail, il est convenu qu'on peut l'affecter pour le restant de son poste - et tout temps supplémentaire après ce poste - à n'importe quelle branche; suivant les conditions stipulées dans le paragraphe 5.06. Dans de tels cas, le délégué syndical sera toujours avisé.

### 5.03

#### PREPARATION DES CYLINDRES

\* 5.03.1 Report sur pellicule roto et disposition de celle-ci sur cylindres: La tâche des salariés préposés à ces opérations sera la sensibilisation, l'impression, le report et le développement de tout matériel de report et toutes opérations connexes, y compris le vernissage et la morsure des surfaces finales destinées à recevoir l'encre pour imprimer, ainsi que la rotation des cylindres pour la mise en registre et le calibrage de la machine pour disposition sur cylindres.

\* 5.03.2 Morsure: La tâche des préposés à la morsure est l'impression, le report et le développement de tout matériel de report et toutes les opérations connexes, y compris le vernissage et la morsure de toutes les surfaces finales destinées à recevoir l'encre pour imprimer et la rotation des cylindres pour la mise en registre et le calibrage de la machine pour disposition sur cylindres.

### 5.04

#### FINITION DES CYLINDRES

\* 5.04.1 La tâche des finisseurs de cylindres est d'effectuer toutes les corrections sur les cylindres et les plaques soumises à la morsure et tout le travail connexe.

\* 5.04.2 Les finisseurs de cylindres utiliseront le procédé Elbo au su et avec la collaboration de la Galvanoplastie.

\* 5.05.1 La tâche du personnel préposé à la galvanoplastie est l'exécution de toutes les opérations de galvanoplastie autres que le procédé Elbo, y compris le pelliculage correspondant, le rodage et le polissage des plaques et cylindres avant la morsure et les corrections sur les cylindres gravés au moyen de la machine à meuler, l'inspection des cylindres avant et pendant qu'ils tournent et après qu'ils ont fini de tourner, et tous les travaux connexes. L'inspection, des cylindres ayant tourné et tous les travaux connexes ne s'appliqueront qu'aux cylindres ayant tourné dans l'atelier du 8181, chemin Royden. La présente clause n'empêchera pas la compagnie d'envoyer ses cylindres pour être réparés (y compris tournés) à d'autres compagnies, tel qu'on l'a fait par le passé.

5.06 Il est entendu que lorsqu'un ou plusieurs salariés n'ont pas de travail dans une branche, ces salariés peuvent être affectés temporairement à n'importe quelle autre branche. Dans ces cas, le délégué syndical doit en être informé.

5.06.1 Un syndiqué qui travaille dans une branche pour laquelle il n'a pas été formé ne pourra être renvoyé pour incompetence. Advenant tout désaccord émanant de l'application des présentes dispositions, on pourra se prévaloir du droit d'appel à la procédure du Règlement des griefs, telle qu'elle est stipulée ci-dedans, en commençant directement au niveau du Comité mixte.

5.07 Un comité ouvriers-direction, constitué tout au plus de trois (3) membres de chaque partie, doit être formé et devra se réunir à intervalles régulières afin de faire en sorte que tous les salariés visés par la présente convention aient l'occasion de se former à tous les aspects du travail. Il est convenu que ladite formation ne doit pas nuire à la production. Il est convenu de plus que tous les salariés feront tout leur possible pour être formés à tous les aspects du travail.

5.08 La Compagnie accepte que lorsqu'il y a des mutations pour affectations permanentes de compagnons entre branches, les compagnons et le Syndicat aient un préavis écrit de deux (2) semaines et le délégué syndical la copie de ce préavis.

- \* 5.08.1                    Au sens du présent paragraphe, le mot "permanentes" signifie pour une période d'au moins six (6) mois.
  
- \* 5.09                      A la disparition d'une branche, et après qu'on aura essayé de placer un (ou des) compagnon(s) dans une autre branche, s'il devient nécessaire de le (les) mettre à pied, on devra lui (leur) donner un préavis de congédiement d'au moins six (6) mois.
  
- \* 5.09.1                    Il est bien compris que les dispositions du paragraphe 5.09 ne doivent pas s'appliquer aux Auxiliaires de la Rotogravure.

ARTICLE 6.                    EXCLUSIVITE D'EMPLOI

Rotograpeurs

- \* 6.01                      En contrepartie de l'exclusivité d'emploi de membres du Syndicat que prévoient les présentes, le Syndicat s'engage à fournir les ouvriers compétents nécessaires. Lesdits ouvriers ne doivent pas être payés moins du salaire minimum de l'échelle et doivent avoir toutes les autres conditions de travail que la présente convention stipule pour les compagnons.
  
- \* 6.01.1                    Advenant que le Syndicat ne puisse fournir les ouvriers compétents nécessaires dans un délai de vingt et un (21) jours, le Syndicat et la Compagnie doivent discuter de la possibilité de recourir à des ouvriers, fournis par le Syndicat, dont les qualifications correspondent de près à celles qui sont exigées pour accomplir le travail de la Compagnie.
  
- \* 6.01.2                    Advenant que le Syndicat ne puisse fournir lesdits ouvriers dans un délai de dix (10) jours (comme le stipule l'alinéa 6.01.1), la Compagnie a le droit de se procurer ailleurs la main-d'oeuvre nécessaire.

Les taux de salaire et les conditions pour les ouvriers visés par les alinéas 6.01.1 et 6.01.2 seront établis d'un commun accord entre le Syndicat et la Compagnie.

- \* 6.01.3 Les ouvriers employés en vertu de l'alinéa 6.01.2 doivent faire leur demande d'adhésion au Syndicat dans un délai de trente (30) jours après avoir commencé le travail. Si une demande d'adhésion ne pouvait être acceptée, parce que ne satisfaisant pas aux règlements du Syndicat International des Communications Graphiques, l'ouvrier serait gardé seulement jusqu'à ce que le Syndicat soit en mesure de fournir la main-d'oeuvre nécessaire conformément à la présente convention. Si la situation économique nécessitait une réduction de la main-d'oeuvre, ces ouvriers titulaires d'un permis seraient mis à pied les premiers.
- \* 6.02 Les compagnons Rotogreveurs affectés à l'équipe de nuit d'une manière régulière auront priorité lorsque l'on pourvoira à un emploi vacant à l'équipe de jour quand l'emploi (ou les emplois) vacant(s) nécessite(nt) l'embauche de compagnons supplémentaires, pourvu que:
- a) l'emploi vacant soit classé dans la branche du compagnon ou que
  - b) l'emploi vacant soit dans une classe d'emploi pour laquelle il est qualifié.
- \* 6.02.1 Il est convenu que la Compagnie a le droit de se servir de main-d'oeuvre temporaire, les employés mis à pied se verront donner l'occasion les premiers. La Compagnie accepte d'informer le Syndicat chaque fois qu'une personne est embauchée pour un emploi temporaire. Ladite main-d'oeuvre temporaire ne doit être que pour pallier l'absence de salariés titulaires en vacances, malades, accidentés etc. ou pour satisfaire temporairement aux exigences de la production.

#### Auxiliaires de la Rotogravure

- \* 6.03 Tous les salariés employés d'une façon régulière pour accomplir tout travail visé par le paragraphe 3.11 des présentes devront faire la demande pour devenir membres du Syndicat dans les trente (30) jours à compter de la date de leur embauchage. Advenant que lesdits salariés ne fassent pas la demande pour devenir membres du Syndicat ou ne réussissent pas à rester membres en règle, ils doivent être renvoyés dans les dix (10) jours de l'avis écrit donné par le Syndicat.

- \* 6.03.1 Il est convenu que la Compagnie a le droit de se servir de main-d'oeuvre temporaire. La Compagnie accepte d'informer le Syndicat chaque fois qu'une personne est embauchée pour un emploi temporaire. Ladite main-d'oeuvre temporaire ne doit être que pour pallier l'absence de salariés titulaires en vacances, malades, accidentés etc. ou pour satisfaire temporairement aux exigences de la production.
  
- \* 6.03.2 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 6.03.1, il est entendu que lorsque survient une mise à pied les auxiliaires de la Rotogravure qui auront été mis à pied auront priorité sur d'autres personnes en ce qui a trait à cet emploi temporaire.
  
- \* 6.03.3 Il est convenu qu'en cas de mise à pied, lesdits auxiliaires de la Rotogravure, qui auront été mis à pied, devront avoir priorité, s'ils sont libres, sur d'autres personnes, pour un emploi de titulaire dans leurs catégories.

Rotogreveurs et Auxiliaires de la Rotogravure

- \* 6.04 Les salariés ne reçoivent et n'acceptent d'ordres et d'instructions que des contremaîtres de direction, de leurs adjoints ou de la Direction en l'absence des personnes précitées.
  
- \* 6.05 Il est convenu par les deux parties que les droits de la Direction doivent comprendre, sans s'y limiter cependant, le commandement, la direction et la discipline de la main d'oeuvre, l'émission de toutes les instructions et le contrôle de la qualité du produit imprimé. Plus particulièrement en ce qui a trait au contrôle de la qualité:
  - a) "le marquage" de la copie originale, du duplicata et des épreuves imprimées en couleurs et en noir et blanc doit être effectué par la Direction;
  - b) "le marquage" des positifs couleurs et (ou) des négatifs provenant du lecteur optique ou de l'appareillage photographique doit être exécuté par les membres de l'unité de négociation.

- \* 6.05.1 Les deux parties reconnaissent que, dans l'intérêt des relations harmonieuses et du fonctionnement efficace de l'entreprise, des membres de l'unité de négociation accomplissent certaines fonctions de Direction. Cependant, cet état de chose ne peut d'aucune manière constituer une limite des droits de la Compagnie mentionnés précédemment.
- \* 6.06 Nonobstant l'alinéa 3.02.1, les contre-maîtres de direction peuvent accomplir du travail de l'unité de négociation lorsque le personnel de production disponible (membres visés par la convention collective) ne peut satisfaire aux exigences de la production; dans ces cas, le délégué syndical doit en être avisé.
- \* 6.07 Il est convenu que faire l'essai de méthodes et de matériels de production nouveaux et (ou) améliorés est de la juridiction exclusive de la Direction jusqu'au moment où il est possible d'en faire usage pour les besoins réguliers de la production.

ARTICLE 7. ECHELLE DES SALAIRES.

Rotograpeurs

7.01 Pour la période du 6 avril 1983 au 14 octobre 1985, les taux minimums pour temps simple seront les suivants:

	A COMPTER du 6 avril 1983		A COMPTER du 3 octobre 1983	
	<u>Hebdomadaire</u>	<u>Horaire</u>	<u>Hebdomadaire</u>	<u>Horaire</u>
Poste de jour	598.34\$	17.5982\$	615.66\$	18.1077\$
1er poste de nuit	658.17\$	20.0967\$	675.49\$	20.6257\$
2e poste de nuit	658.17\$	20.0967\$	675.49\$	20.6257\$

	A COMPTER du 4 juin 1984		A COMPTER du 4 février 1985	
	<u>Hebdomadaire</u>	<u>Horaire</u>	<u>Hebdomadaire</u>	<u>Horaire</u>
Poste de jour	632.98\$	18.6171\$	650.30\$	19.1265\$
1er poste de nuit	692.81\$	21.1545\$	710.13\$	21.6834\$
2e poste de nuit	692.81\$	21.1545\$	710.13\$	21.6834\$

- \* 7.01.1 Les apprentis seront payés selon l'échelle et les pourcentages indiqués au paragraphe 13.11 de la présente convention.
- \* 7.01.2 La différence (s'il y en a une) entre les salaires hebdomadaires pour temps simple payés à tout compagnon et l'échelle stipulée précédemment au paragraphe 7.01 s'appliquant au poste auquel il aura travaillé restera inchangée advenant une mutation d'un poste à l'autre.

Auxiliaires de la Rotogravure

- \* 7.02 A partir du 6 avril 1983, les taux pour temps simple pour les Auxiliaires de la Rotogravure seront les suivants:

Taux pour  
temps simple  
en pourcentage  
par rapport  
au taux hebdo-  
madaire simple  
des compagnons  
de la Rotogravure  
pour le poste approprié.

Contrôleur de pellicules et de copies:

(Premier semestre de la première année)	40.0%
(Second semestre de la première année)	47.5%
(Premier semestre de la deuxième année)	55.0%
(Second semestre de la deuxième année)	62.5%
(Premier semestre de la troisième année)	70.0%
(Second semestre de la troisième année)	77.5%
(Après trois ans)	85.0%

Contrôleur de pellicules et de copies adjoint:

(Premier semestre de la première année)	40.0%
(Second semestre de la première année)	47.0%
(Premier semestre de la deuxième année)	54.0%

\* 7.02 (suite)

Taux pour  
temps simple  
en pourcentage  
par rapport  
au taux hebdo-  
madaire simple  
des compagnons  
de la Rotogravure  
pour le poste approprié.

Contrôleur de pellicules et de  
copies adjoint:

(Second semestre de la deuxième année)	61.0%
(Premier semestre de la troisième année)	68.0%
(Second semestre de la troisième année)	75.0%
(Après trois ans)	82.0%
Préposé au service général	78.0%

Préposé à la préparation des  
mélanges chimiques et des  
cylindres:

(Premier trimestre de la première année)	44.0%
(Neuf mois suivants la première année)	55.0%
(Premier semestre de la deuxième année)	65.0%
(Second semestre de la deuxième année et ensuite)	75.0%

Rotogreveurs et Auxiliaires de la Rotogravure

\* 7.03                    Tous les salaires seront payés en entier le jeudi avant 15 heures. Si un jour de paie coïncide avec un jour de congé prévu par la convention, la Compagnie fera tout son possible pour que les salaires soient payés avant midi le jour précédent. Quand le jour de paie coïncide avec d'autres jours de vacances des salariés, la Compagnie fera tout son possible pour que les chèques de vacances soient distribués avant midi le jour du départ desdits salariés.

\* 7.04                    Les primes seront maintenues pendant la durée de cette convention. Cependant, la présente clause ne peut priver la Compagnie de son droit de retirer les primes accordées aux salariés affectés à des postes de commandement ("in charge positions") advenant que les fonctions desdits salariés soient réduites.

Rotograpeurs

8.01 La semaine de travail du personnel de l'équipe de jour est de trente-quatre (34) heures, y compris la pause repas payée de trente (30) minutes, réparties également en quatre (4) jours du lundi au vendredi inclusivement.

8.01.1 La semaine de travail pour le personnel de la première et de la deuxième équipe de nuit est de trente-deux heures trois quarts ( $32\frac{3}{4}$ ), y compris la pause repas payée de trente (30) minutes, réparties également en quatre (4) nuits du lundi au vendredi inclusivement.

8.01.2 Les heures pour les travailleurs de jour se situent entre 07 heures et 17 heures. Les heures pour les travailleurs de nuit se situent entre 16 heures et 02 heures pour la première équipe de nuit, et entre 23 heures et 08 heures pour la deuxième équipe de nuit.

Tout changement apporté aux postes ou aux heures de commencement se fera avec préavis minimum d'une semaine.

\* 8.01.3 Les postes s'insèrent dans des jours civils de minuit à minuit.

Auxiliaires de la Rotogravure

8.02 Les heures régulières de travail à temps simple pour les contrôleurs de pellicules et de copies et les contrôleurs de pellicules et de copies adjoints sont de trente-quatre (34) heures par semaine, y compris la pause repas payée de trente (30) minutes, pour l'équipe de jour; et trente-deux heures trois quarts ( $32\frac{3}{4}$ ), y compris la pause repas payée de trente (30) minutes, pour la première et seconde équipe de nuit, divisées également en quatre (4) postes du lundi au vendredi inclusivement.

8.02.1 Les heures régulières de travail à temps simple pour les préposés au service général et à la préparation des mélanges chimiques et des cylindres, sont de trente-six (36) heures par semaine, y compris la pause repas payée de trente (30) minutes, à l'équipe de jour; et trente-quatre

8.02.1(suite ) heures trois quarts ( $34\frac{3}{4}$ ), y compris la pause repas payée de trente (30) minutes, pour la première et la seconde équipe de nuit, divisées également en quatre (4) postes du lundi au vendredi inclusivement.

8.02.2 Les heures pour les travailleurs de jour se situent entre 7 heures et 18 heures. Les heures pour les travailleurs de nuit se situent entre 16 heures et 03 heures pour la première équipe de nuit et entre 22 heures et 08 heures pour la seconde équipe de nuit. Tout changement apporté aux postes ou aux heures de commencement se fera avec préavis minimum d'une semaine. Les postes s'insèrent dans les jours civils de minuit à minuit.

\* 8.02.3 Il est compris et convenu que la Compagnie a le droit d'exiger que des membres du personnel commencent à n'importe quel moment en dedans des heures de poste stipulées dans l'alinéa 8.02.2 à la condition que les heures de poste desdits salariés commencent et finissent dans les limites de temps prévues dans ce paragraphe pour l'équipe de jour, la première ou la seconde équipe de nuit. Il est de plus entendu et accepté qu'une fois qu'on a fixé à un salarié son heure de commencement, on ne peut pas la lui changer avant une semaine au moins.

\* 8.02.4 Il est nécessaire de donner une semaine de préavis pour changer l'heure de commencement.

#### Rotogreveurs et Auxiliaires de la Rotogravure

\* 8.03 En aucun cas la pause repas ne sera considérée comme temps appartenant à la Compagnie.

\* 8.04 Pour que le travail puisse se dérouler d'une façon continue, il est convenu que les salariés prennent leur pause repas par rotation. Lesdites pauses repas doivent être fixées par la Compagnie sur une "période de concentration" d'une heure et demie ( $1\frac{1}{2}$ ). Cette "période de concentration" se situera entre 11h30 et 14 heures pour l'équipe de jour. Toutefois on ne permettra à aucun salarié de travailler plus de cinq (5) heures, à partir de l'heure régulière de commencement fixée sans prendre de pause repas. Ladite "période de concentration" sera la même pour tous les membres d'une même équipe. Tout changement apporté à la pause repas prévue d'un salarié se fera avec préavis d'une semaine; cependant, ledit préavis ne s'appliquera pas en cas de change-

8.04(suite)                   ments nécessaires en raison de panne mécanique, vacances, maladie ou toute autre situation imprévisible. Le délégué syndical sera informé de tout changement de ce genre.

8.04.1                    Tout syndiqué effectuant des heures supplémentaires durant son jour de congé prévu devra se conformer aux conditions stipulées dans l'article 8.04 pour ce qui a trait à la pause repas. Ladite pause repas ne sera rémunérée par la Compagnie qu'à taux simple.

\* 8.04.2                    Tout salarié effectuant des heures supplémentaires à une "sixième" ou "septième" équipe (le samedi ou le dimanche) n'aura pas le droit de travailler plus de cinq (5) heures continues sans prendre de pause repas d'au moins une demi-heure ( $\frac{1}{2}$ ). Ladite pause repas ne sera pas rémunérée par la Compagnie.

\* 8.05                    Tous les salariés, après avoir commencé leur jour ou nuit de travail, devront recevoir au moins un jour ou une nuit entiers de paie conformément aux heures normales établies.

#### ARTICLE 9.                    HEURES SUPPLEMENTAIRES

##### Rotogreveurs et Auxiliaires de la Rotogravure

\* 9.01                    Tout travail exécuté avant ou après l'horaire journalier établi sera compté comme heures supplémentaires. Du lundi au vendredi, les heures supplémentaires seront consécutives aux heures normales du poste. Un salarié devant effectuer des heures supplémentaires avant un poste donné devra en être informé au cours de son poste précédent ou au cours des heures supplémentaires consécutives à ce poste.

\* 9.02                    Tout travail effectué avant ou après l'horaire journalier établi sera rémunéré au taux de temps et demi pour les trois (3) premières heures de travail quotidien et à temps double ensuite.

\* 9.03                    Tout membre syndiqué rappelé et se présentant au travail après avoir quitté les locaux de la Compagnie recevra au minimum trois (3) heures de paie à temps double.

- \* 9.03.1 Sera considéré comme "rappel" tout temps qui ne formera pas une continuité avec les heures de travail quotidien établies. Il est convenu que les "rappels" ne se prolongeront pas dans les heures du poste régulier que prévoit l'article 8.
- \* 9.03.2 Les "rappels" ne pourront servir à établir de nouvelles heures de commencement des équipes.
- \* 9.04 Le travail supplémentaire continu sera considéré globalement, qu'il soit accompli à un seul poste ou échelonné sur plusieurs. Une fois que la rémunération pour ce travail supplémentaire continu aura été calculée au tarif établi d'après le travail supplémentaire effectué le jour du poste précédent, ce travail supplémentaire ne peut plus servir pour le calcul du tarif de rémunération du travail supplémentaire qui pourrait être exécuté ultérieurement le même jour du poste.
- \* 9.05 Tout salarié qui est absent de son travail peut être astreint à travailler les heures qu'il a perdues ce jour-là avant d'être rémunéré au tarif des heures supplémentaires. Toutefois la Compagnie consent à prendre chaque cas en considération.
- \* 9.06 Huit (8) heures doivent s'écouler entre la fin et le commencement du travail, sauf dans des cas d'urgence inhabituels. Un salarié qui se présente au travail à l'heure régulière de commencement de son poste, toutefois avant l'expiration de la période de huit (8) heures, doit être rémunéré au taux des heures supplémentaires qui s'applique au moment où finit le travail de son poste précédent, jusqu'à l'expiration de la période de huit (8) heures. Un salarié qui ne se présente pas au travail à son heure régulière de commencement doit être rémunéré pour le temps travaillé uniquement et ne pourra en aucun cas être renvoyé chez lui avant l'heure à laquelle il finit régulièrement. Il est convenu que les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas:
- a) aux "rappels" (définis dans le paragraphe 9.03)
  - b) au cas d'un salarié travaillant à tout poste qui s'ajoute à ses postes hebdomadaires réguliers.

- \* 9.07                    Tout travail effectué par des salariés durant leur jour de congé prévu sera rémunéré au taux de temps et demi pour les trois (3) premières heures et temps double ensuite.
  
- \* 9.08                    Tout travail effectué le samedi ou le dimanche devra être rémunéré à taux double pour tous les postes et le minimum sera trois (3) heures à temps double.
  
- \* 9.09                    Tout travail effectué un jour de congé prévu par la convention sera rémunéré à taux double, en plus d'un jour entier de paie à taux simple, avec un minimum garanti de trois (3) heures.
  
- \* 9.09.1                Toutefois, dans le cas d'un salarié qui ne travaille pas un "jour de congé de remplacement" mais qui travaille un jour de congé prévu par la présente convention, lorsque ledit "jour de congé de remplacement" et ledit jour de congé prévu par la présente convention tombent la même semaine, ledit jour de congé prévu par la présente convention sera rémunéré à taux double avec un minimum garanti de trois (3) heures.
  
- \* 9.10                    Les taux des heures supplémentaires dépendent du jour du poste où commencent les heures supplémentaires.
  
- \* 9.11                    Les taux des heures supplémentaires à payer à un salarié sont calculés d'après son taux horaire au poste auquel il a travaillé cette semaine-là.  
  
9.11.1                    Ainsi, un salarié qui travaille à la première équipe de nuit durant n'importe quelle semaine devra être payé à un taux supérieur à celui de l'équipe de jour comme le stipule le paragraphe 7.01, et tout temps supplémentaire qu'il aura accompli durant cette semaine civile devra être calculé à partir du taux majoré.
  
- \* 9.12                    Nul compagnon ne peut travailler régulièrement plus de huit (8) heures supplémentaires au cours d'une semaine donnée lorsque les compagnons de la Rotogravure de la branche en question, dûment qualifiés pour la tâche à exécuter, ne travaillent pas.

\* 9.13 Tout travail accompli un "jour de congé de remplacement" (paragraphe 10.05) doit être rémunéré à taux de temps et demi pour les trois (3) premières heures et temps double ensuite, en plus d'un jour entier de paie à temps simple, le minimum garanti étant trois (3) heures.

\* 9.13.1 Toutefois, dans le cas d'un salarié qui travaille à la fois un jour de congé prévu par la présente convention et un "jour de congé de remplacement" qui tombent la même semaine, ledit "jour de congé de remplacement" sera rémunéré au taux de temps et demi pour les trois (3) premières heures et temps double ensuite, avec un minimum de trois (3) heures garanti.

Auxiliaires de la Rotogravure

\* 9.14 Tout travail effectué aux sixièmes équipes devra être rémunéré à taux double pour tous les postes, avec un minimum de trois (3) heures à taux double.

\* 9.15 Tout travail effectué le dimanche devra être rémunéré à taux double pour tous les postes, avec un minimum de trois (3) heures à taux double.

9.16 Tout temps supplémentaire effectué par des salariés durant leur jour de congé prévu sera rémunéré à taux et demi pour les heures ordinaires du poste et taux double ensuite.

\* 9.17 Tout travail effectué les jours de congé prévus par la présente convention sera rémunéré à taux double. Si un salarié travaille moins que le nombre normal d'heures à taux simple du poste régulier, il sera payé (en plus du salaire pour les heures pendant lesquelles il aura travaillé) à taux et demi pour les heures résultant de la différence entre le nombre normal d'heures à taux simple du poste et le nombre d'heures pendant lesquelles il aura travaillé. Tout salarié qui aura été tenu de travailler un jour de congé prévu par la présente convention se verra donner un jour de congé payé consécutif à une fin de semaine dans un délai d'un an à partir de la date dudit jour de congé prévu par la présente convention, le choix du jour étant laissé à la Direction, à la condition que le salarié ait travaillé pendant les jours de travail, prévus normalement à son horaire, précédant et suivant immédiatement le jour de congé en question.

\* 9.18 Les taux des heures supplémentaires dépendent du jour du poste où commencent les heures supplémentaires.

9.19 Les taux des heures supplémentaires à payer à un salarié seront calculés d'après son taux horaire à l'équipe à laquelle il aura travaillé cette semaine-là.

ARTICLE 10. JOURS DE CONGE PREVUS DANS LA CONVENTION

- \* 10.01 Les onze (11) jours de congé suivants seront observés et payés par la Compagnie.

Le jour de l'an	Le jour d'Action de Grâces
Le Vendredi Saint	La veille de Noël
La fête de Victoria	Noël
La Saint-Jean-Baptiste	L'anniversaire de naissance du salarié
La fête du Canada	
La fête du travail	Jour de congé mobile.

Les jours de congé s'étendent de minuit à minuit.

- \* 10.01.1 Pour la durée de la présente convention, le jour de congé mobile mentionné ci-dessus sera observé et célébré un jour convenant au salarié et à l'Employeur.

- \* 10.02 Si la Saint-Jean-Baptiste ou la fête du Canada tombent un mardi, un mercredi ou un jeudi, ces fêtes peuvent être célébrées, au choix de la Compagnie, le premier ou le dernier jour normal de travail de la semaine dans laquelle tombe le jour de congé. Dans ce cas, le jour où le jour de congé est célébré sera considéré comme jour de congé prévu conformément aux dispositions de la présente convention.

- \* 10.03 Si:

Le jour de l'an  
La fête du Canada  
La Saint-Jean-Baptiste,  
La veille de Noël  
Noël

tombent un samedi ou un dimanche, la Compagnie a le choix de célébrer lesdits jours de congé prévus par la convention le premier ou le dernier jour de travail normalement prévu de la semaine dans laquelle tombent ces jours de congé. Dans ce cas, le jour où le jour de congé est célébré sera considéré comme le jour de congé prévu conformément aux dispositions de la présente convention.

- \* 10.04 Un salarié peut prendre, comme jour de congé pour son anniversaire, soit le jour de son anniversaire, soit le premier soit le dernier poste de la semaine dans laquelle tombe son anniversaire. Quand l'anniversaire du salarié coïncide avec son jour de congé normal, ses vacances, un samedi, un dimanche ou autre jour de congé prévu par la convention, il reçoit, à titre de remplacement, un jour de congé payé, soit son premier soit son dernier poste normalement prévu de la semaine en question. La Compagnie peut, à son gré, choisir ce jour de congé de remplacement, mais, lorsque cela sera possible, il sera fixé à la convenance du salarié.
- \* 10.04.1 Si la Compagnie prévoit des problèmes de production parce qu'on fixe le congé d'anniversaire de naissance au cours de la semaine où il tombe, le salarié peut être invité à prendre son congé d'anniversaire à un autre moment. Dans le cas d'une telle demande, il doit y avoir accord entre la Compagnie et le salarié.
- \* 10.05 Quand un jour de congé tombe, ou est célébré, le jour de congé normal d'un salarié, ledit salarié a droit, en remplacement, à une journée de congé payée, soit son premier soit son dernier poste normalement prévu de la semaine en question. Tous les salariés célébreront, comme jour de congé reconnu par la convention, soit le vendredi, soit le lundi (comme l'indiquera la Compagnie). La Compagnie a la faculté de choisir ledit jour de congé de remplacement, mais ce choix s'appliquera au poste entier. La Compagnie donnera un préavis de quatre (4) semaines concernant son choix prévu aux paragraphes 10.02 et 10.03.
- \* 10.06 Tout salarié s'absentant sans permission ou sans bonne raison la veille ou le lendemain d'un jour de congé prévu par la convention n'aura pas droit à la paie de ce jour de congé. La Compagnie s'engage à considérer chacun des cas et à ne pas refuser sa permission arbitrairement.

Advenant qu'un salarié soit absent un jour de congé prévu par la présente convention en raison de:

- 1) maladie de courte durée
- 2) blessure dans un accident du travail survenu dans l'atelier de la Compagnie
- 3) toute autre raison que la Compagnie prendra en considération.

Ledit salarié ne recevra pas moins d'un jour entier de paie.

- \* 10.07                   Lorsqu'un jour de congé prévu par la convention tombe pendant les vacances d'un salarié, ledit salarié ainsi lésé aura droit à une journée supplémentaire de vacances.

ARTICLE 11.                   VACANCES

- \* 11.01                   La Compagnie accordera aux salariés des vacances annuelles payées sous réserve des dispositions et conditions suivantes:
- \* 11.02                   Les salariés qui ont occupé un poste à la Compagnie toute l'année précédente ont droit à trois (3) semaines de vacances payées.
- \* 11.03                   Les nouveaux salariés qui ont moins d'une (1) année de métier ont droit à deux tiers (2/3) d'un jour de vacances payées par mois travaillé (jusqu'à concurrence de 8 jours), le calcul se faisant à partir du 30 juin de l'année précédente.
- \* 11.04                   Les nouveaux salariés qui ont une (1) année de métier ont droit à une (1) journée de vacances payées par mois travaillé (jusqu'à concurrence de 12 jours), le calcul se faisant à partir du 30 juin de l'année précédente.
- \* 11.05                   Tous les salariés qui ont plus de sept (7) ans de service continu à la compagnie à la date du 30 juin d'une année donnée ont droit à quatre (4) semaines de vacances payées.
- \* 11.06                   Tous les salariés ayant plus de dix-sept (17) ans de service continu à la Compagnie au 30 juin 1982 ont droit à cinq (5) semaines de vacances payées.
- \* 11.07                   Tous les salariés ayant plus de vingt-cinq (25) ans de service continu à la Compagnie à la date du 30 juin d'une année donnée ont droit à six (6) semaines de vacances payées.
- \* 11.08                   Advenant que les salariés quittent leur emploi pour quelque raison que ce soit, tous les crédits de vacances accumulés doivent être payés intégralement au moment du départ. Ceci doit s'appliquer également en cas de décès,

11.08 (suite) auquel cas le montant doit être payé au bénéficiaire reconnu légalement ou à défaut aux ayants droit du défunt.

11.09 Par ancienneté, huit (8) jours de vacances seront fixés par le salarié n'importe quand durant la période annuelle pour les vacances (du 1er mars au 28 février). Ces vacances seront prises suivant les principes suivants:

Un salarié en congé par branche à un même moment.

L'Employeur consent à afficher les listes de droit aux vacances au plus tard le 15 janvier et il est convenu que toutes les vacances seront fixées au plus tard le 15 février.

11.10 Toutes les autres vacances seront fixées par l'Employeur de la manière suivante:

Les troisièmes semaines de vacances auront priorité de choix sur les quatrièmes, les cinquièmes et les sixièmes semaines de vacances. Les quatrièmes semaines de vacances auront priorité de choix sur les cinquièmes et les sixièmes. Les cinquièmes semaines de vacances auront priorité sur les sixièmes.

11.11 L'Employeur consent à afficher la grille des vacances le dernier jour de février au plus tard.

Les troisièmes, quatrièmes, cinquièmes et sixièmes semaines sont susceptibles d'être changées en raison des exigences de la production.

\* 11.12 Les jours de vacances doivent être consécutifs du dernier jour prévu de travail ordinaire de la semaine suivant la fin du poste régulier du salarié au jour précédant immédiatement le commencement du poste régulier du salarié.

\* 11.13 Tous les salariés doivent prendre leurs vacances de l'année avant le 31 mai de l'année suivante.

\* 11.14 Le calcul des vacances s'effectue à compter de la date du 30 juin de chaque année.

\* 11.15 Advenant qu'un salarié soit absent à cause de:

- 1) Maladie
- 2) Blessure par suite d'accident
- 3) Toute autre raison jugée valable par la Compagnie.

Ses crédits de vacances ne seront pas réduits, à la condition que ses absences ne dépassent pas six mois.

\* 11.16 Le paiement des vacances des salariés affectés à l'équipe de nuit d'une manière régulière sera effectué au tarif des équipes de nuit. Le paiement des vacances des salariés faisant des rotations aux équipes de jour et de nuit sera effectué à un taux de paie composé qui correspondra à la moyenne du tarif hebdomadaire de l'équipe de jour et de l'équipe de nuit applicable.

ARTICLE 12. REDUCTION DES HEURES DE TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE

Rotogreveurs et Auxiliaires de la Rotogravure

\* 12.01 Si les circonstances exigent une réduction des heures de travail, la Compagnie devra fixer les heures de travail, pourvu que la réduction soit répartie également sur chaque jour de la semaine et touche tout le personnel. On devra afficher un préavis de cinq (5) jours ouvrables francs avant de mettre en vigueur un changement de ce genre à l'horaire de travail; la reprise des heures normales de travail devra se faire le plus tôt possible.

\* 12.02 En aucun cas les heures ne doivent être réduites de plus d'une demi-heure ( $\frac{1}{2}$ ) par jour, pour quatre (4) jours par semaine. Les changements d'horaire ne doivent pas se produire plus d'une fois par semaine.

\* 12.03 Si l'horaire de travail est réduit, ce nouvel horaire réduit constitue l'horaire normal, et le travail exécuté en plus de ces heures est rémunéré au tarif des heures supplémentaires.

- \* 12.04 Si une réduction de la main d'oeuvre dans une branche devient nécessaire, aucun salarié ne peut recevoir d'avis (écrit) de mise à pied tant que tout salarié de cette branche particulière n'a pas pris une semaine de congé. Tous les membres (d'une branche) sans exception visés par la convention collective sont assujettis à ce qui précède. (Les vacances, les congés et les jours de maladie ne font pas partie de la période de rotation du salarié.) Les salariés touchés par une mise à pied dans une branche donnée qui n'ont pas pris leur semaine de congé au cours de la période de rotation doivent être les premiers sur la liste de rotation dans le cas où une autre mise à pied se produirait dans leur branche.
- \* 12.04.1 Un préavis de cinq (5) jours ouvrables francs sera donné avant de mettre en vigueur les dispositions contenues dans ce paragraphe.
- \* 12.04.2 Un salarié ne peut en aucun cas se voir refuser la paie d'un poste normal (conformément à l'article 7, Echelle des salaires) pour son jour de congé d'anniversaire (paragraphe 10.04) ou ses vacances coïncidant avec une période d'heures réduites (paragraphe 12.02)
- \* 12.05 Un salarié quittant son emploi devra donner un préavis écrit de deux (2) semaines au moins (pourvu qu'il soit affecté régulièrement à une semaine entière de travail); la Compagnie congédiant un salarié en fera autant. Au sens de la présente disposition, il s'agira d'emplois de six (6) semaines ou plus.
- \* 12.06 Il est clairement entendu que les dispositions du paragraphe 12.05 ne s'appliquent pas aux Auxiliaires de la Rotogravure temporaires, dont il est fait mention à l'alinéa 6.03.1, et aux salariés renvoyés pour motif valable.
- \* 12.07 Tout salarié mis à pied pour des raisons d'économie ou autres, notamment la fusion, le regroupement ou l'arrêt des activités, ou qui est privé de son emploi sans être lui-même responsable d'aucune faute, pour un motif autre que la retraite en vertu du régime de retraite du personnel, recevra quand il quittera son emploi, une (1) semaine de salaire ordinaire à temps simple pour chaque semestre continu de travail ou fraction de semestre supérieure à la moitié, au service de la Compagnie jusqu'à concurrence de quarante (40) semaines de salaire.

Rotogreveurs

- \* 13.01 Pour l'emploi d'apprentis et l'apprentissage on devra procéder conformément aux règles suivantes:
- \* 13.02 Après avoir subi un examen médical convenant au Syndicat et à la Compagnie, les apprentis acceptés feront un apprentissage de cinq (5) ans.
- \* 13.03 Le nombre d'apprentis permis est déterminé par le nombre total de compagnons régulièrement employés à plein temps à toutes les équipes pendant une période d'au moins trois (3) mois, dans la proportion d'un (1) apprenti pour dix (10) compagnons.
- \* 13.04 La Compagnie accepte de prendre d'abord en considération les compagnons sans emploi du Local quand il choisira les apprentis. Tout Auxiliaire de la Rotogravure au service de la Compagnie sera également pris en considération. La durée de cet apprentissage et tous les taux de salaire seront déterminés conjointement par la Compagnie et le Syndicat.
- \* 13.05 Les apprentis ne peuvent être autorisés à travailler que dans une branche où un compagnon est déjà employé.
- \* 13.06 Les apprentis ne pourront accomplir d'heures supplémentaires que dans les conditions suivantes:
  - \* 13.06.1 Après avoir fini une année d'apprentissage;
  - \* 13.06.2 Quand aucun compagnon de cette branche ne désire faire ces heures supplémentaires;
  - \* 13.06.3 Quand ils sont sous la direction d'un compagnon qualifié du service.
- \* 13.07 Afin d'assurer la formation ordonnée et la plus avantageuse des nouveaux apprentis, il est convenu qu'en principe les apprentis seront répartis parmi chacune des différentes branches détaillées à l'article 5.

- \* 13.07.1                   Cependant, à cause des changements techniques rapides qui ont lieu dans l'industrie, on pourra accepter plus d'un (1) apprenti dans une branche, à la condition que l'affectation soit considérée satisfaisante aux deux parties, la Compagnie et le Syndicat.
  
- \* 13.08                    Les apprentis pourront être affectés au poste de nuit dans les conditions suivantes:
  
- \* 13.08.1                 Un (1) apprenti pourra être affecté à une équipe de nuit ayant moins de dix (10) compagnons.
  
- \* 13.08.2                 Quand l'équipe de nuit se compose de plus de dix (10) compagnons, on ne pourra y affecter d'autres apprentis qu'à la condition que le nombre de compagnons représente une fraction supérieure à la moitié de la proportion prévue dans le paragraphe 13.03 ci-dessus.
  
- \* 13.09                   Il est entendu qu'un apprenti dont le travail laisserait à désirer durant son apprentissage pourrait être remplacé au gré de la Compagnie.
  
- \* 13.10                   Quand on envisage de mettre à pied dans quelque branche que ce soit on devra d'abord mettre à pied l'apprenti, s'il y en a un, qui a été en apprentissage pour la plus courte durée. On ne pourra donc mettre à pied aucun Compagnon tant qu'il y aura un apprenti en service dans la branche en question.
  
- \* 13.11                   Le taux de salaire hebdomadaire des apprentis pour les heures normales de travail hebdomadaire prévues ci-dessus sera établi par un pourcentage du taux de salaire du compagnon comme suit:
 

1re année	-	45%	A calculer
2e année	-	55%	sur
3e année	-	65%	le taux
4e année	-	80%	du poste
5e année	-	90%	du compagnon
  
- \* 13.12                   Durant leur apprentissage, tous les apprentis doivent passer trois (3) mois de leur temps de formation d'apprenti dans chacune de deux différentes branches autres que celles pour laquelle ils font leur apprentissage. Tout apprenti doit également passer une (1) semaine dans chacune des branches qui restent.

- \* 13.13 La Compagnie accepte d'avoir une réunion avec le comité d'atelier au moins une fois par an afin de discuter du progrès des apprentis.
  
- \* 13.14 Un apprenti qui était auparavant en apprentissage aux ateliers de la Compagnie et sans emploi en raison des dispositions du paragraphe 13.10, aura priorité de réembauchage, s'il est libre, à moins qu'il en ait été convenu autrement avec le Syndicat.

ARTICLE 14. RETENUE DES COTISATIONS SYNDICALES

- \* 14.01 Un employeur doit retenir sur le salaire de tout salarié qui est membre d'une association accréditée le montant spécifié par cette association à titre de cotisation.

L'Employeur doit de plus retenir sur le salaire de tout autre salarié faisant partie de l'unité de négociation pour laquelle cette association a été accréditée, un montant égal à celui prévu au premier alinéa.

L'Employeur est tenu de remettre mensuellement à l'association accréditée les montants ainsi retenus avec un état indiquant le montant prélevé de chaque salarié et le nom de celui-ci.

ARTICLE 15. AVANTAGES SOCIAUX

- \* 15.01 Tous les avantages et dispositions dont les salariés jouissent actuellement ne devront pas être réduits pendant la durée de la présente convention; de plus, on ne devra pas en majorer le coût revenant aux salariés sans avis et discussion préalables.
  
- \* 15.02 La Compagnie consent à avoir une réunion semestrielle avec les représentants du local syndical et (ou) de la chapelle afin de revoir le rendement du régime de retraite de la Compagnie.
  
- \* 15.03 Advenant un arrêt de travail causé par une grève, un lock-out ou toute action illégale de salariés non visés par la présente convention, la Compagnie consent à discuter avec les représentants syndicaux de la non interruption de l'assurance en vertu des régimes d'assurance dentaire, hospitalier/médical et vie de groupe.

## Congé de deuil

- \* 15.04 Un salarié titulaire dont meurt le père, la mère, l'enfant, le conjoint, le frère, la soeur, la belle-mère, le beau-père ou le tuteur légal doit être remboursé pour le salaire perdu jusqu'à concurrence de trois (3) jours de paye à taux simple, mais à l'exclusion du salaire pour tout temps perdu après le jour des funérailles.

Un salarié titulaire dont meurt le père, la mère, l'enfant, le conjoint, le frère, la soeur, la belle-mère, le beau-père ou le tuteur légal doit être remboursé pour le salaire perdu jusqu'à concurrence de quatre (4) jours de paie à taux simple lorsqu'il incombe audit salarié de faire les démarches pour les funérailles.

De plus un salarié titulaire a droit à un maximum d'un (1) jour de congé payé pour assister aux funérailles d'un grand-parent.

Les clauses précédentes sont assujetties à la disposition qui stipule qu'un salarié ne peut recevoir aucun jour d'absence payé supplémentaire en raison du décès, (ou) des démarches et des funérailles qui ont lieu durant un jour de vacances de l'atelier, durant ses vacances ou un jour de congé sans salaire.

## ARTICLE 16.

### VETEMENTS DE TRAVAIL

- \* 16.01 La Compagnie consent à fournir une paire de chaussures de sécurité et chaque année deux (2) ensembles chemise-pantalon, dont un sera nettoyé chaque semaine pour les salariés préposés:

à la disposition sur cylindres de la  
pellicule roto  
au vernissage des cylindres  
à la morsure des cylindres  
à la finition des cylindres  
au développement sur cylindres  
à la galvanoplastie  
au service général  
à la préparation des cylindres et des  
mélanges chimiques.

ARTICLE 17.

CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

- \* 17.01 Les deux parties conviennent que tout doit être fait pour protéger la santé du personnel et réduire le plus possible les risques. Pour ce faire, les ateliers devront être maintenus propres, suffisamment ventilés et hygiéniques. On suivra les normes d'hygiène et de sécurité qui sont recommandées par la Commission sanitaire de Ville Mont-Royal.
  
- \* 17.02 Tous les salariés à la galvanoplastie devront passer des examens médicaux à intervalles réguliers ne dépassant pas trois (3) mois aux frais de la Compagnie.
  
- \* 17.03 Un test de sang dit "SMA-12" sera ajouté à l'examen médical dispensé actuellement en vertu du régime d'avantages sociaux de la Compagnie.
  
- \* 17.04 Des exercices complets en prévision d'incendie, comprenant l'évacuation de tout le personnel de l'imprimerie, seront effectués au moins une fois par an à la convenance de la Compagnie.
  
- \* 17.05 Reconnaisant l'importance du milieu quant à l'hygiène et la sécurité, un comité mixte composé de membres du personnel et de la direction, sera constitué avec représentation égale de tous les corps syndicaux de l'atelier d'imprimerie; la Compagnie et les Syndicats nommeront leurs représentants qui formeront le Comité d'hygiène et de sécurité. Ledit comité tiendra séance régulièrement afin d'examiner les dossiers d'accidents et autres données portant sur les questions d'hygiène et sécurité pour le personnel et rendra avis pour corriger les conditions indésirables qui pourraient être découvertes.

ARTICLE 18.

RESPONSABILITES DU PERSONNEL

- \* 18.01 En contrepartie des salaires et des heures de travail prévus dans la présente convention, les salariés doivent se présenter prêts à travailler aux heures de commencement; ils doivent faire preuve de diligence et d'efficacité de façon à maintenir le coût de production dans les limites raisonnables et d'accroître le rendement. Les salariés doivent changer de vêtements et faire leur toilette en dehors des heures de travail. Les délégués syndicaux devront veiller, du mieux qu'ils peuvent, à ce que cette clause soit respectée.

- \* 18.02 Tous les accidents entraînant blessure, si légère soit-elle, doivent être signalés aux contremaîtres de direction respectifs. En cas de faiblesse ou d'évanouissement, le salarié doit être envoyé à l'extérieur du service pour recevoir des soins médicaux. Tout salarié qui, par sa négligence, cause des blessures à autrui est passible de renvoi.

ARTICLE 19. REPRESENTANTS SYNDICAUX

- \* 19.01 Le droit est reconnu au délégué syndical et à son suppléant de s'acquitter de toute tâche syndicale ayant directement rapport à la chapelle durant les heures de travail, pourvu que cela ne nuise pas à la production; aucune réduction de la paie à temps simple n'en découlera.
- \* 19.02 Le droit est reconnu au Comité de tenir des réunions durant les heures de travail, à la condition que lesdites réunions ne nuisent pas à la production; cependant cela ne se fera qu'après avoir reçu la permission de la personne au poste de commandement et ne causera pas de réduction de la paie à temps simple.
- \* 19.03 Des congés sans salaire seront accordés aux membres du comité exécutif dûment accrédités pour qu'ils puissent assister à des activités syndicales, à la condition que leur absence ne nuise pas aux exigences de la production. Ils devront présenter les demandes pour de telles absences par écrit à leurs contremaîtres de direction respectifs le plus tôt possible, toutefois le préavis minimum sera de vingt-quatre (24) heures, sauf circonstances atténuantes.

ARTICLE 20. REGLEMENT DES GRIEFS

- \* 20.01 Les deux parties à la présente ont le désir commun de voir les plaintes se régler le plus vite possible et tout différend dans le cadre de cette convention, ou impliquant son interprétation, devra être d'abord soumis au Délégué syndical ou à son comité et à leurs contremaîtres de direction respectifs.
- \* 20.02 Advenant nul règlement du différend ou nul accord sur l'interprétation dans un délai de deux (2) jours, le délégué syndical ou son adjoint soumettront directement la question au chef de la Production.

- \* 20.03 Advenant nul règlement du différend dans un délai supplémentaire de trois (3) jours, la question devra être soumise, par écrit, à un comité mixte comprenant jusqu'à trois (3) représentants de la Compagnie et jusqu'à trois (3) représentants du Syndicat. Ledit comité se réunira dans les sept (7) jours de la soumission du grief au comité et s'efforcera de régler le grief dans les sept (7) jours de sa première réunion.
- \* 20.04 Advenant que ledit grief ne soit pas réglé dans la période ci-dessus mentionnée, l'une ou l'autre des parties pourra alors soumettre l'affaire à un arbitre impartial qui sera choisi par le Comité mixte dans les sept (7) jours.
- Advenant que ledit comité mixte n'y réussisse pas, l'une ou l'autre des parties pourra, alors, demander au Ministre du Travail et de la Main d'oeuvre du Québec d'en nommer un.
- \* 20.05 La décision de l'arbitre impartial sera sans appel et exécutoire. Cependant, il est convenu qu'il n'aura pas le droit d'ajouter, de modifier ou d'amender quoi que ce soit à la présente convention intervenue entre les parties.
- \* 20.06 Les conditions de travail et autres en vigueur immédiatement avant de soulever une question à traiter selon la procédure du "Règlement des griefs", devront rester inchangées jusqu'à ce qu'un avis ait été rendu.
- \* 20.07 Il est convenu qu'une suspension, un renvoi ou une autre mesure disciplinaire peut faire l'objet d'un grief. Dans ces cas, l'arbitre impartial peut, s'il le juge juste et équitable, annuler, modifier ou appuyer de telles décisions et (ou) ordonner le repaiement de tout ou partie de toutes pertes subies par le salarié.
- \* 20.08 Chaque partie paiera les frais de ses témoins. Les honoraires et dépenses de l'arbitre impartial seront partagés également entre les parties.
- \* 20.09 Les parties ayant négocié et rédigé cette convention collective en anglais, les parties stipulent par la présente que la version anglaise de cette convention collective est celle à laquelle on doit référer pour interprétation ou application de cette convention collective par les parties elles-mêmes ou par un tribunal judiciaire ou un tribunal quasi-judiciaire constitué en vertu de la procédure de griefs et d'arbitrage de cette convention collective ou autrement selon la loi, selon le cas.

ARTICLE 21.

SITUATION JURIDIQUE

- \* 21.01 Advenant qu'une des dispositions de la présente convention, à n'importe quel moment au cours de sa durée, soit en contravention avec une loi fédérale ou provinciale ou avec un amendement à de telles lois - la disposition en question sera nulle dans la mesure où il y a conflit et restera en vigueur quant au reste. Il est cependant entendu que si, à n'importe quel moment par la suite, ladite disposition n'est plus en contravention avec la loi, cette même disposition contenue à l'origine dans la présente convention sera remise en vigueur et retrouvera son plein effet comme s'il n'y avait jamais eu incompatibilité ou violation.
- \* 21.02 Advenant qu'une clause de la présente convention devienne inopérante de par la loi, le reste de la convention ne sera pas atteint.

ARTICLE 22.

DUREE DE LA CONVENTION

- 22.01 La présente convention collective est en vigueur du 6 avril 1983 au 14 octobre 1985.
- \* 22.02 A l'expiration de la présente convention, si l'une ou l'autre des parties désire en négocier une nouvelle, elle doit en informer l'autre partie par écrit dans les quatre-vingt-dix (90) jours précédant l'expiration de ladite convention.
- \* 22.03 Il est entendu que les dispositions de la présente convention devront rester en vigueur durant la période prévue par le Code du Travail du Québec en vigueur.

EN FOI DE QUOI les parties à la présente convention ont apposé leur signature ce 12 jour de Octobre 1983

POUR LA COMPAGNIE

A. L. Buckland  
Jensen

POUR LE SYNDICAT

RA Edison  
Carl S. Griffiths

# MONTREAL STANDARD

une division de  
Compagnie de Journaux Canadiens Ltée

---

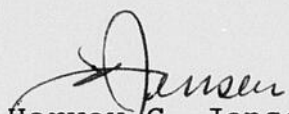
le 19 septembre 1983

M. Claude Valade  
Président,  
Syndicat International des  
Communications Graphiques  
Local 555 Montreal,  
8440, Boul. St-Laurent,  
Suite 301,  
Montréal, Québec  
H2P 2M5

Cher Monsieur Valade,

Il est convenu que durant une période d'heures réduites (paragraphe 12.02), les salariés doivent continuer de payer les primes au régime de retraite Comstar et au régime d'invalidité de longue durée (I.L.D.) comme s'ils travaillaient une semaine de salaire normale (tel que stipulé dans l'article 7, Echelle des salaires). En retour, l'Employeur consent à ce que le palier des prestations ayant trait au régime de retraite Comstar, au régime I.L.D. et au régime d'assurance vie soit fondé sur la semaine normale de travail.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

  
Harvey G. Jensen  
Chef de la Production

HGJ/rp

# MONTREAL STANDARD

une division de  
Compagnie de Journaux Canadiens Ltée

---

le 19 septembre 1983

M. Claude Valade  
Président,  
Syndicat International des  
Communications Graphiques  
Local 555 Montreal,  
8440, Boul. St-Laurent,  
Suite 301,  
Montréal, Québec  
H2P 2M5

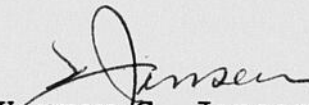
OBJET: Article 15 - Avantages sociaux

Cher Monsieur Valade,

Comme il en a été convenu, la Compagnie pourvoira au paiement des salariés absents le premier jour par suite d'accidents du travail et (ou) d'hospitalisation.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir indiquer votre accord sur cette lettre en signant dans l'espace prévu ci-dessous, et nous en renvoyer une copie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

  
Harvey G. Jensen  
Chef de la Production

HGJ/rp

Signature: \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

# MONTREAL STANDARD

une division de  
Compagnie de Journaux Canadiens Ltée

---

le 19 septembre 1983

M. Claude Valade  
Président,  
Syndicat International des  
Communications Graphiques  
Local 555 Montreal,  
8440, Boul. St-Laurent,  
Suite 301,  
Montréal, Québec  
H2P 2M5

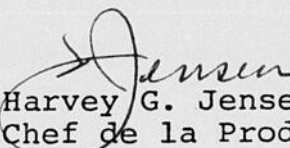
OBJET: Article 15.01 - Avantages sociaux

Cher Monsieur Valade,

Afin que la politique de la Compagnie relativement à la maladie soit poursuivie d'une façon équitable pour tous les salariés, la perte de salaire durant la première (1re) semaine de maladie sera limitée à 40% pour les salariés titulaires à plein temps ayant de trois mois à cinq ans de service, et 20% pour les salariés titulaires à plein temps ayant cinq années de service et plus.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir indiquer votre accord sur cette lettre en signant dans l'espace prévu ci-dessous et nous en renvoyer une copie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

  
Harvey G. Jensen  
Chef de la Production

HGJ/rp

Signature: \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

# MONTREAL STANDARD

une division de  
Compagnie de Journaux Canadiens Ltée

le 19 septembre 1983

M. Claude Valade  
Président,  
Syndicat International des  
Communications Graphiques  
Local 555, Montreal,  
8440, Boul. St-Laurent,  
Suite 301,  
Montréal, Québec  
H2P 2M5

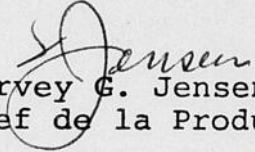
Cher Monsieur Valade,

Il est convenu que la compagnie paiera un salarié tenu de servir de juré ou de témoin de la Couronne, pour chaque jour de service, la différence entre son taux horaire normal de son poste régulier pour le nombre d'heures qu'il travaille normalement à son poste régulier, et le paiement qu'il reçoit pour servir de juré ou de témoin de la Couronne. Le salarié présentera à la compagnie la preuve qu'il a servi de juré ou qu'il a agi en qualité de témoin de la Couronne et le justificatif du paiement qu'il a reçu.

Lorsqu'un salarié est dispensé du service de juré ou de celui de témoin de la Couronne pour une demi-journée ou plus, il doit revenir à l'imprimerie et finir son poste régulier.

Un salarié du poste de nuit tenu de servir de juré ou de témoin de la Couronne doit avoir l'occasion de travailler au poste de jour au cours de cette période, pourvu que la compagnie en soit informée dans les cinq jours ouvrables qui suivent la réception par l'employé d'une telle notification.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

  
Harvey G. Jensen  
Chef de la Production

HGJ/rp

'83 OCT 17 13 25

---

---

C O L L E C T I V E   A G R E E M E N T

by and between

MONTREAL STANDARD  
a division of  
Canadian Newspapers Company Limited

and the

GRAPHICS COMMUNICATIONS INTERNATIONAL UNION,  
LOCAL 555 MONTREAL

(Formerly THE GRAPHIC ARTS INTERNATIONAL  
UNION, LOCAL 555 MONTREAL)

covering

ROTOGRAVURE AND AUXILIARY ROTOGRAVURE WORKERS

April 6, 1983 to October 14, 1985

---

---

September 19, 1983

TABLE OF CONTENTS

	<u>Article</u>	<u>Page</u>
Articles of Agreement	1	1
Recognition	2	1
Jurisdiction	3	1
Union Label	4	5
Branch Classifications	5	5
Exclusive Employment	6	8
Scale of Wages	7	11
Hours of Work	8	13
Overtime	9	15
Contract Holidays	10	18
Vacations	11	20
Reduction of Hours and Working Force	12	22
Apprentices	13	24
Check-Off	14	27
Company Benefits	15	27
Work Clothing	16	28
Health and Safety	17	28
Staff Responsibilities	18	29
Union Officials	19	29
Grievance Procedure	20	30
Legality	21	31
Term of Contract	22	32

ARTICLE 1. ARTICLES OF AGREEMENT

- \* 1.01 This AGREEMENT made and entered into, to become effective this sixth day of April 1983 and continuing as hereinafter provided, by and between MONTREAL STANDARD, a division of Canadian Newspapers Company Limited, hereinafter referred to as the "Company" and the Graphics Communications International Union, Local 555 Montreal, hereinafter referred to as the "Union".
  
- \* 1.02 During the term of this Agreement, it is mutually understood and agreed by and between the parties to this Agreement that the Company will not institute any lockout nor will the Union institute any strike.
  
- \* 1.03 It is further understood and agreed that the Union or person acting in the interests of the Union or of a group of employees shall not order, encourage or support a slackening of work designed to limit production.

ARTICLE 2. RECOGNITION

- \* 2.01 The Company recognizes that the Union is certified by the Department of Labour and Manpower of the Province of Quebec, and is by consequences, the sole and exclusive representative of all of its employees covered by this Agreement.
  
- \* 2.02 No individual employment Agreements conflicting with this Agreement shall be entered into (or recognized) unless by consent and after approval of both parties hereto. Such Agreements shall not conflict with any provisions of this Agreement nor with the Constitution and General Laws of the Graphics Communications International Union or Local Union a party hereto, and shall be void to the extent of such conflict.

ARTICLE 3. JURISDICTION

Rotogravure Workers

- \* 3.01 The jurisdiction of the Union shall extend over the processes of rotogravure and photo-engraving for letterpress and offset platemaking as defined below which are or may be operated by the Company during the life of this Agreement, in its Plant or Plants on the Island of Montreal.

- \* 3.02                    Except as hereinafter provided, none but members of the Union in good standing shall be employed to do any work which comes under the jurisdiction of the GRAPHICS COMMUNICATIONS INTERNATIONAL UNION.
  
- \* 3.02.1                Only members covered by the bargaining unit as outlined in the certificate of recognition ("certificat d'accréditation") shall perform any work covered by the jurisdiction of the Graphics Communications International Union.
  
- \* 3.02.2                The Union reserves to its members the right to refuse to handle any materials emanating from or destined to an establishment or establishments engaged or assisting in a strike or lockout authorized by the Graphics Communications International Union.
  
- \* 3.02.3                Section 3.02.2 shall not be interpreted so as to permit members of the Union to interfere with the printing, distribution or delivery of periodicals (publications) by refusing to perform any of the processes involved in the production of cylinders or plates which are destined to be used by the Company (in its Plant at 8181 Royden Road, Town of Mount Royal, Quebec) for the printing of such periodicals (publications).
  
- \* 3.03                    Rotogravure. The practice in the past (1949-1983) as to the jurisdiction of the Graphics Communications International Union over the machines and/or processes at the Company's plant, 8181 Royden Road, Town of Mount Royal, Quebec, shall continue for the life of this Agreement and if any other machines and/or processes supplanting present machines and/or work processes in whole or in part are installed or introduced they shall come under the exclusive jurisdiction of the Union and such machines and/or work processes shall be operated or performed by members of the Union.

(23/09/83)

- \* 3.04                   The jurisdiction of the G.C.I.U. also includes the operation of and the handling and processing of the products emanating from photo typesetting equipment which may be operated by the Company in its plant or plants on the Island of Montreal.
- \* 3.05                   The process of Rotogravure is defined as all parts of the process as practiced by the Union at the Company's Plant pertaining to the production of rotogravure cylinders and/or plates from the copy, original or subject to the finished product and is further defined as follows: Photography, Retouching, Planning, Transfer Printing and Laydown Operating, Etching and Staging, Engraving, Electrodepositing and Grinding, Polishing and Turning.
- \* 3.06                   Letterpress: The process of photoengraving for letterpress printing and the attendant work thereto is defined for the purpose of this Agreement as being all parts of the process pertaining to the production of plates of any substance or material for letterpress printing from the copy (originals or subject) furnished to the photoengraving department to the finished product.
- \* 3.07                   Offset: The process of photoengraving for offset platemaking and the attendant work thereto is defined for the purpose of the Agreement as being all parts of the process pertaining to the production of plates of any substance or material for offset printing from copy (originals or subject) furnished to the photoengraving department to the finished product.
- \* 3.08                   The Union agrees that it will not interfere with or intrude upon work operations now performed by other employees or covered by a bona fide labour-management Agreement between the Company and another labour organization as at April 6th, 1983.
- \* 3.08.1                 This understanding is not to be construed as a waiver of Union's jurisdictional rights nor as a disclaimer of the Union's right to organize and represent employees performing Union jurisdictional work.
- 3.09                   All materials as supplied by customers will be accepted and introduced at the most appropriate stage of the production process.

3.09.1 The Company will not itself sub-contract work which can be performed by employees in the bargaining unit.

\* 3.10 The Company agrees to give the Union ninety (90) days notice in writing prior to the installation of new or improved machines or processes for work covered in the jurisdiction clause of this Agreement.

\* 3.10.1 Such new or improved machines or processes must be operated by employees covered under this Agreement and under a scale of wages and conditions of work agreed upon by a joint committee of four (4) members, each party thereto choosing and appointing two (2) members thereof, who shall meet at any time upon request of either party to discuss all matters relating thereto. The Company agrees that it will not change its present methods of production during such ninety (90) day period.

\* 3.10.2 In the event that such changes affect the job security of the employees covered by this Agreement, they shall be transferred (if required) and retrained in branches not affected. However, if after effort has been made to place him in another branch, to lay-off an employee because of redundancy, he shall be given at least six (6) months notice of termination of employment. This six (6) months notice of termination of employment may, at the option of the Company, include part of the ninety (90) day notice period referred to above.

\* 3.10.3 Articles 5.09, 12.04 and 12.04.1 shall not apply in the execution of these Articles (3.10, 3.10.1, 3.10.2).

\* 3.10.4 It is understood and agreed that the provisions set forth in Article 3.10 shall not apply to Auxiliary Rotogravure Workers.

#### Auxiliary Rotogravure Workers

\* 3.11 All Auxiliary Rotogravure Workers who are employed principally to perform work ancillary to work performed in the Process and Plating Departments of the Company in its Plant, at 8181 Royden Road, Town of Mount Royal, Quebec, may as in the past, be called by the Employer to perform other work inside or outside such Departments.

- \* 3.11.1                      However, this shall not be construed as a waiver of rights of Rotogravure Workers to perform all of their duties as outlined herein.

ARTICLE 4.                      UNION LABEL

4.01                      All materials destined for other establishments for reproduction purposes, having previously been subjected to a part or parts of the rotogravure processes, as defined in Article 3, shall have received this process or processing by members of the Graphics Communications International Union.

- \* 4.02                      The presence of the G.C.I.U. label, printed or stamped on all such materials shall constitute the necessary and sufficient proof for the fulfillment of this condition. No extra charge shall be made to the customer for stamping, engraving or etching the label on such previously mentioned materials.

ARTICLE 5.                      BRANCH CLASSIFICATIONS

Rotogravure Workers

- \* 5.01                      Preamble: It is understood that the Branch Classifications shown below are recognized under this Agreement and that journeymen so designated and assigned will do any and all work in the branch to which they are assigned. These Branch Classifications cover existing processes presently in use. New processes will be handled to ensure the most efficient production. It is agreed that Photography, Retouching, Planning, Transfer Printing and Laydown Operating, Etching, Cylinder Finishing and Electroplating are recognized as separate and distinct branches of the trade.

5.02                      FILM PREPARATORY

- \* 5.02.1                      Photography: The Photographer's work shall be exposure of all photographic materials with the exception of those which are to come into contact with the final ink printing cylinder or plate including the development of the above mentioned photographic material, colour separation and all work pertaining thereto, but not including hand-work, or other local modification to tone values, which is the work of Sub-section (5.02.2) Retouchers. The term "photography" and the work of "photographers"

5.02.1 (Cont'd) shall in no way be defined or interpreted so as to include work of this nature being performed in other departments by members of the Company's staff not covered by this Agreement as at the effective date of this Agreement and the practice of the past with regard to work performed in this branch shall be continued.

- \* 5.02.2 Retouching: The Retoucher's work shall be the retouching of all Duplicate copy, all photographic material including prints, negatives, and positives, which is defined as all and any work operations involving modification to colour or tone values on the photographic image, either directly by the use of dyes, chemical reduction or opaques substances, or by the use of photographic films or plates, and all work pertaining thereto. When operating colour scanners, the retoucher's work shall include the development of exposed photographic material emanating from it.
- \* 5.02.3 Planning: The Planner's work shall be any and all operations that define the printing area of work and/or determine the printing position of the work and all work pertaining thereto.
- \* 5.02.4 It is agreed that the colour scanners shall be operated by employee(s) in the "Film Preparatory Classifications". When an employee(s) operating a scanner is idle, it is agreed that he may be assigned for the balance of his shift - and any overtime after that shift - to any branch; under the conditions specified in Article 5.06. In all such cases, the Shop Delegate shall be notified.

5.03 CYLINDER PREPARATORY

- \* 5.03.1 Transfer Printing and Laydown Operating: The Transfer Printer's and Laydown Operator's work shall be the sensitizing, printing, transfer and development of all transfer materials and all processes pertaining thereto, including the staging and etching of final ink printing surfaces and including the rolling up of cylinders for purposes of register check and laydown machine calibration.
- \* 5.03.2 Etching: The Etcher's work shall be the printing, transfer and development of all transfer materials and all processes pertaining thereto, including the staging and etching of final ink printing surfaces and including the rolling up of cylinders for purposes of register check and laydown machine calibration.

(23/09/83)

5.04

CYLINDER FINISHING

- \* 5.04.1 The Cylinder Finisher's work shall be all corrections of etched cylinders and plates and all work pertaining thereto.
- \* 5.04.2 The Elbo Process will be worked by the Cylinder Finishers with the full knowledge and co-operation of the Plating Department.

5.05

ELECTROPLATING

- \* 5.05.1 The Electroplater's work shall be all processes of Electrodeposition other than the Elbo process, including the stripping of such deposits, all grinding and polishing of plates and cylinders prior to etching and corrections to etched cylinders by the grinding machine, inspection of cylinders prior, during and after turning and all work pertaining thereto shall refer only to cylinders turned in the Plant at 8181 Royden Road. This clause shall not prevent the Company having cylinders repaired (including turning) by other companies as practiced in the past.

5.06 It is agreed that when an employee(s) in a branch is idle, such employee(s) may be assigned temporarily to any other branch. In such cases, the Shop Delegate shall be advised.

5.06.1 A member who is working in a branch for which he has not been trained shall not be discharged for incompetency. Any disagreement arising out of the application of these provisions shall be subject to right to appeal to the grievance procedure as provided herein, commencing directly at the Joint Standing Committee.

5.07 A Labour-Management Committee, composed of not more than three (3) members from each party, shall be set up and shall meet at regular intervals, to ensure that all employees covered by this agreement are given the opportunity for training in all phases of the work. It is understood and agreed that such training is not intended to interfere with production. It is further understood that all employees will make every effort to be trained in all phases of the work.

5.08 The Company agrees that when there is a permanent transfer of journeymen between branch classifications, two weeks' written notice shall be given to the journeymen and to the Union, with a copy of said notice to the Shop Delegate.

- \* 5.08.1 For the purpose of this Section, the word "permanent" will mean for a period of not less than six (6) months.
- \* 5.09 If it becomes necessary, after effort has been made to place him in another branch, to lay-off a journeyman or journeymen because a branch is discontinued, the journeyman or journeymen shall be given at least six (6) months' notice of the termination of employment.
- \* 5.09.1 It is understood and agreed that the provisions set forth in Article 5.09 shall not apply to Auxiliary Rotogravure Workers.

ARTICLE 6. EXCLUSIVE EMPLOYMENT

Rotogravure Workers

- \* 6.01 In consideration of the exclusive employment of members of the Union as herein provided, the Union agrees to furnish the necessary competent workmen. Such workmen shall be paid not less than the minimum scale of wages and shall receive all other working conditions stipulated for Journeymen in this Agreement.
- \* 6.01.1 In the event of the Union being unable to supply the necessary competent workmen within twenty-one (21) days, the Union and the Company shall discuss the question of the Union supplying workmen whose qualifications closely match the Company's job requirements.
- \* 6.01.2 Should the Union be unable to supply such workmen within ten (10) days (as specified in Article 6.01.1), the Company shall have the right to secure the necessary workmen from other sources.

Wage rates and conditions for workmen covered by Article 6.01.1 and 6.01.2 shall be mutually agreed between the Union and the Company.

\* 6.01.3 Workmen employed under Article 6.01.2 shall make application to become members of the Union within thirty (30) days after starting work. Should such application fail to qualify for membership according to the laws of the Graphics Communications International Union, he shall be retained only until the Union is able to furnish the required help in accordance with this Agreement. Should business conditions necessitate a reduction in the working force, such permit man or men shall be laid off first.

\* 6.02 Journeymen Rotogravure Workers scheduled to the night shift on a regular basis shall have priority in filling any opening(s) on the day shift when such opening(s) requires the hiring of additional journeymen, provided:

- a) The opening is within his branch classification, or
- b) the opening is within a classification for which he is qualified.

6.02.1 It is understood and agreed that the Company shall have the right to use temporary help, laid off employees will receive first opportunity. The Company agrees to notify the Union whenever an individual(s) is hired on a temporary basis. Such temporary help shall only be employed to cover for absence of regular employees who are absent as a result of vacation, sickness, accident, etc. or when temporary production demands necessitate such employment.

#### Auxiliary Rotogravure Workers

\* 6.03 All employees employed on a regular basis to perform any of the work covered by Section 3.11 herein, shall make application to become members of the Union within thirty (30) days of their employment; in the event that such employees do not make application to become members of the Union or fail to remain a member in good standing, they shall be released within ten (10) days after written notice by the Union.

6.03.1 It is understood and agreed that the Company shall have the right to use temporary help. The Company agrees to notify the Union whenever an individual(s) is hired on a temporary basis. Such temporary help shall only be employed to cover for the absence of regular employees who are absent as a result of vacation, sickness, accident, etc. or when temporary production demands necessitate such employment.

- \* 6.03.2 Subject to the provisions of Article 6.03.1, it is understood and agreed that in the event of a layoff, such Auxiliary Rotogravure Worker(s) who have been laid off shall be given priority over other individuals for such temporary employment.
- \* 6.03.3 It is understood and agreed that in the event of a layoff, such Auxiliary Rotogravure Worker(s), who have been laid off, shall be given priority if available, over other individuals, for regular employment within their categories.

Rotogravure and Auxiliary Rotogravure Workers

- \* 6.04 Employees shall only receive and accept orders and instructions from Supervisory Foremen, their assistants or Management in the absence of the above individuals.
- \* 6.05 It is understood and agreed by both parties that management's rights shall include, but shall not be limited to, the control, direction and discipline of the work force, the issuance of all instructions and the control of the quality of the printed product. More specifically, with regard to quality control:
  - a) The "marking up" of original copy, duplicate copy and printed colour and mono proofs shall be performed by Management;
  - b) the "marking up" of colour positives and/or negatives emanating from the Scanner or photographic equipment shall be performed by members of the bargaining unit.
- \* 6.05.1 Both parties recognize that in the interest of harmonious relations and the efficient operation of the enterprise, members of the bargaining unit are performing some management functions. However, this in no way constitutes a limitation of the above mentioned Company rights.
- \* 6.06 Notwithstanding Article 3.02.1, Supervisory Foremen may perform bargaining unit work when available production personnel (members covered by the collective agreement) cannot meet production demands; in such cases, the Shop Delegate shall be notified.

- \* 6.07 It is understood and agreed that experimenting with new and/or improved production methods and materials is the exclusive jurisdiction of Management until such time as it may be used for regular production purposes.

ARTICLE 7. SCALE OF WAGES

Rotogravure Workers

7.01 For the period from April 6th, 1983 to October 14th, 1985 the minimum straight time rates shall be as follows:

	EFFECTIVE April 6th, 1983		EFFECTIVE October 3rd, 1983	
	<u>Per Week</u>	<u>Per Hour</u>	<u>Per Week</u>	<u>Per Hour</u>
Day Shift	\$598.34	\$17.5982	\$615.66	\$18.1077
1st Night Shift	\$658.17	\$20.0967	\$675.49	\$20.6257
2nd Night Shift	\$658.17	\$20.0967	\$675.49	\$20.6257

	EFFECTIVE June 4th, 1984		EFFECTIVE February 4th, 1985	
	<u>Per Week</u>	<u>Per Hour</u>	<u>Per Week</u>	<u>Per Hour</u>
Day Shift	\$632.98	\$18.6171	\$650.30	\$19.1265
1st Night Shift	\$692.81	\$21.1545	\$710.13	\$21.6834
2nd Night Shift	\$692.81	\$21.1545	\$710.13	\$21.6834

- \* 7.01.1 Apprentices will be paid on the basis of the scale and percentages as set forth in Section 13.11 of this Agreement.
- \* 7.01.2 The difference (if any) between the straight time weekly wages and the scale stated previously in Section 7.01 being paid to any journeyman for the shift being worked, will remain unchanged in the event of a transfer between shifts.

Auxiliary Rotogravure Workers

- \* 7.02 Effective April 6th, 1983 the straight time rates for Auxiliary Rotogravure Workers shall be as follows:

7.02 (Cont'd.)

Straight Time Rates As a  
percentage of the Rotogravure  
Journeymen Straight time weekly  
rate for the appropriate shift.

Copy and Film Control:

(First year first six months)	40.0%
(First year second six months)	47.5%
(Second year first six months)	55.0%
(Second year second six months)	62.5%
(Third year first six months)	70.0%
(Third year second six months)	77.5%
(After three years)	85.0%

Assistant Copy and Film Control:

(First year first six months)	40.0%
(First year second six months)	47.0%
(Second year first six months)	54.0%
(Second year second six months)	61.0%
(Third year first six months)	68.0%
(Third year second six months)	75.0%
(After three years)	82.0%

General Service Worker 78.0%

Cylinder and Chemical Preparatory  
Worker:

(First year first three months)	44.0%
(First year next nine months)	55.0%
(Second year first six months)	65.0%
(Second year second six months & after)	75.0%

Rotogravure and Auxiliary Rotogravure Workers

\* 7.03 All wages will be paid in full on Thursday by 3:00 p.m. If a pay day falls on a contract holiday, the Company will make every effort to see that wages are paid before Noon the previous day. When additional days of vacation fall on a pay day, the Company will make every effort to see that vacation cheques are issued before Noon the previous day.

\* 7.04 Premiums will be maintained during the life of this Agreement. However, this clause shall not preclude the right of the Company to withdraw premiums granted to employees designated to "In Charge" positions should said employee's position be reduced.

ARTICLE 8. HOURS OF WORK

Rotogravure Workers

8.01 Thirty-four (34) hours inclusive of a paid lunch period of thirty (30) minutes, equally divided into four (4) days Monday to Friday inclusive, shall constitute a week's work for the day workers.

8.01.1 Thirty-two and three quarter ( $32\frac{3}{4}$ ) hours inclusive of a paid lunch period of thirty (30) minutes, equally divided into four nights, Monday to Friday inclusive, shall constitute a week's work for the first night shift and the second night shift.

8.01.2 Hours for day workers shall be between 0700 hours and 1700 hours. The hours for the night workers shall be between 1600 hours and 0200 hours on the first night shift and between 2300 hours and 0800 hours on the second night shift.

At least one week's notice will be given of any change in shifts or starting times.

\* 8.01.3 Shift days shall be calendar days, from midnight to midnight.

Auxiliary Rotogravure Workers

8.02 The regular straight time hours of work for Copy and Film Control and Assistant Copy and Film Control employees shall be thirty-four (34) hours per week inclusive of a paid lunch period of thirty (30) minutes for the day shift; and thirty-two and three quarter ( $32\frac{3}{4}$ ) hours inclusive of a paid lunch period of thirty (30) minutes for the first and second night shifts, divided equally into four (4) shifts from Monday to Friday inclusive.

8.02.1 The regular straight time hours of work for General Service Workers and Cylinder and Chemical Preparatory Workers will be thirty-six (36) hours per week inclusive of a paid lunch period of thirty (30) minutes on the day shift, and thirty-four and three quarter ( $34\frac{3}{4}$ ) hours inclusive of a paid lunch period of thirty (30) minutes for the first and second night shifts, divided equally into four (4) shifts from Monday to Friday inclusive.

8.02.2 The hours for the day workers shall be between 0700 and 1800 hours. The hours for the night workers shall be between 1600 and 0300 hours on the first night shift and between 2200 and 0800 hours on the second night shift. At least one week's notice will be given of any change in shifts or starting times.

\* Shift days shall be calendar days, from midnight to midnight.

\* 8.02.3 It is understood and agreed that the Company shall have the right to require individual members to start at any time within the framework of the shift hours specified in Section 8.02.2 provided the shift hours for such employees start and finish within the times laid down for the day, first night or second night shifts in this Section. It is further understood and agreed that once scheduled to a starting time, an employee shall not have his starting time changed for a minimum of one week.

\* 8.02.4 One week's notice shall be required for changes in starting time.

#### Rotogravure and Auxiliary Rotogravure Workers

\* 8.03 In no case shall the lunch period be considered the time of the Company.

\* 8.04 In order that operations are performed continuously, it is agreed that employees will alternate their lunch periods. Such lunch periods shall be scheduled by the Company during a "core period" of one and one-half (1½) hours. This "core period" shall be within the hours of 11:30 a.m. and 2:00 p.m. for the day shift. However, no employee shall be permitted to work in excess of five (5) hours from the regular scheduled starting time without taking his lunch period. Such "core period" shall be the same for all members on any shift. One week's notice will be given for any change of an employee's scheduled "Lunch Period". However, this notice shall not apply for any change necessary due to mechanical breakdown, vacations, sickness or other unforeseen conditions. The Shop Delegate shall be informed of all such changes.

8.04.1 Any member working overtime on their scheduled day off shall conform to the conditions specified in Article 8.04 with regards to a lunch period. Said lunch period will be paid by the Company at straight time rates only.

- \* 8.04.2 Any employee working overtime on a "sixth" or "seventh" shift (Saturday or Sunday) shall not be permitted to work in excess of five (5) continuous hours without taking a lunch period of not less than one half ( $\frac{1}{2}$ ) hour. Said lunch period will not be paid for by the Company.
- \* 8.05 After starting for the day or night, no employee shall receive less than a full day's or night's pay in conformity with the regular established hours being observed.

ARTICLE 9. OVERTIME

Rotogravure and Auxiliary Rotogravure Workers

- \* 9.01 Overtime shall consist of all work performed before or after the established daily schedule of hours. From Monday through Friday, overtime shall be consecutive to the regular shift hours. Notice for overtime to be worked before a shift shall be served during the employee's previous shift or during overtime continuous to such shift.
- \* 9.02 All work performed before or after the established daily schedule of hours shall be paid for at the rate of time and one half for the first three (3) hours of such work daily and double time thereafter.
- \* 9.03 Any member of the Union called back and reporting to work after leaving the Company's premises shall receive a minimum of three (3) hours pay at double time rates.
- \* 9.03.1 "Call-backs" are defined as anytime where there is no continuity of the established daily working hours. It is understood and agreed that "Call-backs" do not extend into regular shift hours as outlined in Article 8.
- \* 9.03.2 "Call-backs" will not be used to establish new shift starting times.
- \* 9.04 Continuous overtime shall be regarded as a single unit of overtime whether it occurs within the limits of one shift or more. When payment for continuous overtime has been calculated at rates established by overtime worked on the previous shift day, such overtime shall not again be used to calculate rates for overtime that may be worked later on the same shift day.

- \* 9.05 Any employee absent from work may be required to make up such lost time during that day before receiving overtime rates. However, the Company agrees to give every case consideration.
- \* 9.06 Eight (8) hours must intervene between the time of finishing and starting work, except in cases of unusual emergency. An employee reporting to work at the regular starting of his shift, but before the expiration of the eight (8) hour period, shall be paid at the overtime rate prevailing at the time at which his previous shift's work ended, until the expiration of the eight (8) hour period. An employee not reporting to work at his regular starting time shall only be paid for the time worked but in no event will he be sent home before his regular stopping time. It is understood and agreed that the above provisions do not apply to:
- a) "Call-backs" (as defined in Article 9.03)
  - b) in instances where an employee is working any shift that is additional to his regular weekly shifts.
- 9.07 All work performed by employees on their scheduled day off shall be paid at the rate of time and one-half for the first three (3) hours and double time thereafter.
- \* 9.08 All work performed on Saturdays and Sundays shall be paid for at double time rates for all shifts, with a minimum of three hours at double time.
- \* 9.09 All work performed on a contract holiday shall be paid for at double time rates, in addition to a full day's pay at straight time rates, with a minimum of three (3) hours guaranteed.
- \* 9.09.1 However, in the instance where an employee does not work on a "Substitute Day Off" yet works on a Contract Holiday, when said "Substitute Day Off" and said Contract Holiday fall within the same week, said Contract Holiday shall be paid for at double time rates, with a minimum of three (3) hours guaranteed.
- \* 9.10 Overtime rates are contingent upon the shift day on which overtime is started.

- \* 9.11                   The rates paid for overtime shall be computed on the basis of the hourly rate paid to an employee for the shift on which he was working that week.
  
- \* 9.11.1                For example: an employee working on the first night shift during any week is to be paid at a higher rate than the day shift rate as specified in Article 7.01 and any overtime worked by him during that calendar week shall be computed on the higher rate.
  
- \* 9.12                   No Journeyman shall consistently work more than eight (8) hours overtime in any week when competent rotogravure trained Journeymen of that branch are unemployed.
  
- \* 9.13                   All work performed on a "Substitute Day Off" (Article 10.05) shall be paid for at a rate of time and one-half for the first three (3) hours and double time thereafter, in addition to a full day's pay at straight time rates with a minimum of three (3) hours guaranteed.
  
- \* 9.13.1                However, in the instance where an employee works on both a Contract Holiday and a "Substitute Day Off" which fall within the same week, said "Substitute Day Off" shall be paid for at a rate of time and one-half for the first three (3) hours and double time thereafter, with a minimum of three (3) hours guaranteed.

Auxiliary Rotogravure Workers

- \* 9.14                   All work performed on sixth (6th) shifts shall be paid for at double time for all shifts, with a minimum of three (3) hours at double time.
  
- \* 9.15                   All work performed on Sundays shall be paid for at double time for all shifts, with a minimum of three (3) hours at double time.
  
- 9.16                   All overtime performed by employees on their scheduled day off shall be paid at the rate of time and one-half for the regular hours of the shift and double time thereafter.

- \* 9.17 All work performed on contract holidays shall be paid at double time rates. If any employee works less than the normal straight time hours of the regular shift, he will be paid (in addition to the pay for the hours worked) time and one-half rates for the difference in time between the normal straight time shift and the hours worked. Any employee required to work on a contract holiday will be given a day off with pay consecutive to a weekend within one year of the date of such contract holiday, according to management election; provided he has worked the regularly scheduled days next preceding and following the holiday.
- \* 9.18 Overtime rates are contingent upon the shift day on which overtime is started.
- \* 9.19 The rates paid for overtime shall be computed on the basis of the hourly rate paid to an employee for the shift on which he was working that week.

ARTICLE 10. CONTRACT HOLIDAYS

- \* 10.01 The following eleven (11) contract holidays are to be observed and paid for by the Company.

New Year's Day	Labour Day
Good Friday	Thanksgiving Day
Victoria Day	Christmas Eve Day
St-Jean Baptiste Day	Christmas Day
Canada Day	Employee's Birthday
	Floating Holiday

Holidays shall extend from midnight to mid-night.

- \* 10.01.1 During the life of this agreement the Floating Holiday mentioned above will be observed and celebrated on a day agreeable to the employee and the Employer.
- \* 10.02 If St-Jean Baptiste Day or Dominion Day falls on either Tuesday, Wednesday or Thursday, the Company has the option to celebrate such contract holiday on the first or last regular scheduled working day of the week in which the contract holiday occurs. In such event, the day upon which the holiday is celebrated will be deemed to be the contract holiday under the terms of the Agreement.

\* 10.03 In the event that:

New Year's Day	Canada Day
St-Jean Baptiste Day	Christmas Eve Day
Christmas Day	

fall on a Saturday or Sunday, the Company has the option to celebrate such contract holidays on the first or last regular scheduled working day of the week which the contract holiday occurs. In such event, the day upon which the holiday is celebrated will be deemed to be the contract holiday under the terms of the Agreement.

\* 10.04 An employee may take a holiday for his birthday on his birthday or either the first or the last shift of the week in which his birthday occurs. When an employee's birthday occurs on his regular day off, vacation, Saturday, Sunday or other contract holiday, he shall receive as a substitute day off with pay, either his first or his last regular scheduled shift in that week. The Company has the option to choose such substitute day off, but whenever practicable, it shall be scheduled at the convenience of the employee.

\* 10.04.1 If the Company anticipates production problems resulting from scheduling the birthday holiday during the week in which it falls, an employee may be requested to take his birthday holiday at some other time. Any such request shall be mutually agreed to by the Company and the employee.

\* 10.05 When a holiday occurs or is celebrated on an employee's regular day off, he shall receive as a substitute day off with pay, either his first or his last regular scheduled shift in that week. All employees will celebrate either the Friday or Monday (as designated by the Company) as the contract holiday. The Company has the option to choose such substitute day off, but such option shall apply to the entire shift. The Company will give four (4) weeks' notice relative to its option as stated in Sections 10.02 and 10.03.

\* 10.06 An employee absent without permission or good cause on the day previous or day after a scheduled Contract Holiday shall not be entitled to his holiday pay for that Contract Holiday. The Company agrees to give every case consideration, and will not refuse permission arbitrarily.

In the event an employee is absent on a Contract Holiday because of:

10:06 (Cont'd.)

- 1) Short-term illness,
- 2) Injury sustained from an industrial accident occurring in the Company's Plant,
- 3) Any other reason for which the Company will give consideration.

Such employee shall receive no less than a full day's pay.

- \* 10.07 Should a contract holiday occur within a vacation period, any employee thus affected shall be granted an additional day's vacation.

ARTICLE 11. VACATIONS

- \* 11.01 The Company shall grant to employees, vacation with pay annually subject to the following terms and conditions:
- \* 11.02 Employees who have held positions with the Company for the entire previous year shall be entitled to three (3) weeks of vacation with pay.
- \* 11.03 New employees with less than one (1) year in the trade, shall be entitled to two-thirds (2/3) of a day's vacation with pay for each month worked (maximum 8 days) as calculated from June 30th of the previous year.
- \* 11.04 New employees with one (1) year in the trade shall be entitled to one (1) day's vacation with pay for each month worked (maximum 12 days) as calculated from June 30th of the previous year.
- \* 11.05 All employees with more than seven (7) years of continuous Company service as at June 30th, in any given year, shall be entitled to four (4) weeks' vacation with pay.
- \* 11.06 All employees with more than seventeen (17) years of continuous Company services as of June 30th, 1982 shall be entitled to five (5) weeks' vacation with pay.

\* 11.07 All employees with more than twenty-five (25) years of continuous Company service as at June 30th, in any given year, shall be entitled to six (6) weeks' vacation with pay.

\* 11.08 In the event of termination of employment for any reason whatsoever, all accumulated vacation pay shall be paid in full at the time of termination of employment. This shall likewise apply in the case of death, in which event the amount shall be paid to the legally recognized beneficiary, or in the absence thereof, to the estate of the deceased.

11.09 By seniority (8) days of vacation shall be scheduled by the employee at any time during the vacation year (March 1st, to February 28th) these vacations will be taken under the following criteria:

One employee off per branch at any one time.

The Employer agrees to post the vacation entitlement lists by January 15th and it is understood and agreed that all vacations shall be scheduled by February 15th.

11.10 All other vacations shall be scheduled by the Employer as follows:

Third weeks of vacation shall have prior choice over fourth, fifth and sixth weeks of vacation. Fourth weeks of vacation shall have prior choice over fifth and sixth weeks of vacation. Fifth weeks of vacation shall have prior choice over sixth weeks of vacation.

11.11 The Employer agrees to post the vacation schedule by the last day of February.

Third, Fourth, Fifth and Sixth weeks may be subject to change due to production requirements.

\* 11.12 The days of vacations shall be consecutive from the last regular scheduled working day of the week following the end of the employee's regular shift to the first day prior to the beginning of the employee's regular shift.

\* 11.13 All employees must take their vacation before 31st of May of the year following.

\* 11.14 The basis of calculating vacations shall be as from the 30th of June in any year.

\* 11.15 In the event that an employee is absent because of:

- 1) Sickness;
- 2) Injury sustained from an accident;
- 3) Any other reason for which the Company will give every consideration,

Such employee's vacation credits will not be reduced, provided the absences do not exceed six months.

\* 11.16 Payments for vacation for employees scheduled to work on a night shift on a regular basis shall be made at night shift rates. Payments for vacation for employees rotating on the day and night shifts shall be made at a composite rate of pay which shall be the average of the weekly rate of the day shift and the applicable night shift rate.

ARTICLE 12. REDUCTION OF HOURS AND WORKING FORCE

Rotogravure Workers & Auxiliary Rotogravure Workers

\* 12.01 Should conditions warrant a reduction of working hours, the Company shall designate the hours of work, provided such reduction shall be equal in each day of the week and shall affect the entire working force. Notice of any change in the schedule of hours shall be posted prior to five (5) full working days before such change becomes effective. Restoration of normal working hours to be given as soon as possible.

\* 12.02 In no instance shall hours be reduced by more than  $\frac{1}{2}$  hour per day, for four (4) days per week. Change of schedule shall not occur more than once a week.

\* 12.03 If the schedule of working hours is reduced, such reduced hours shall constitute the regular time, and work performed in excess thereof shall be at overtime rates.

- \* 12.04                   if a reduction of the force in a branch becomes necessary, no worker is to receive notice (in writing) of a lay-off until each worker in that particular branch has taken off one week. All members (in the branch) without exception covered by the collective agreement are subject to the above. (Vacation, holidays, and sickness shall not be counted as part of an employee's rotation period.) Workers who are involved in a lay-off in a particular branch, and did not take their week off during the rotation period, shall be the first on the rotation list should another lay-off occur in their branch.
  
- \* 12.04.1                 Five (5) full working days' notice shall be given before this Section can be put into effect.
  
- \* 12.04.2                 In no instance shall an employee be denied a regular shift's pay (in accordance with Article 7, Scale of Wages) for their Birthday holiday (Article 10.04) or vacations falling within a period of reduced hours (Article 12.02).
  
- \* 12.05                   At least two (2) week's written notice shall be served by an employee before leaving a position - Provided he is regularly employed on a full work week schedule - and by the Company discharging an employee. Six or more weeks employment shall constitute a position for the observance of this provision.
  
- \* 12.06                   It is understood and agreed that the provisions of Article 12.05 do not apply to temporary Auxiliary Rotogravure Workers as referred to in Article 6.03.1 and to employees discharged for just cause.
  
- \* 12.07                   Any employee who is laid off for economic or other reasons including merger, consolidation or suspension of operations or whose employment is severed through no fault of his own for a reason other than retirement under the employees' retirement plan, shall receive at the time of termination of his employment one (1) week's regular straight time wages for every six (6) months continuous service with the Company or major fraction thereof up to a maximum of forty (40) weeks' wages.
  
- \* 12.07.1                 Such termination pay shall be based on the regular weekly straight time day shift rate as specified in Article 7, Scale of Wages, in effect at the time of termination.

- \* 12.08                    If an employee who has been laid off to reduce the force is rehired for a regular situation, he shall refund the Company any excess of lay-off pay he received over and above the amount of the straight time wages he would have received from the Company had he been working. Any period of employment for which lay-off pay has been paid and not refunded shall not be counted as employment in calculating lay-off pay which subsequently may be payable under this Section.
- \* 12.09                    The provisions of Articles 12.07 and 12.08 of this Agreement shall not apply to any reduction in the force resulting from strike, cessation of work or any illegal action by employees covered by this Agreement.
- \* 12.10                    The provisions of Articles 12.07 and 12.08 shall not apply to any reduction in the force which results from and occurs during a strike, cessation of work or any illegal action by the Company's employees not covered by this Agreement.
- \* 12.10.1                 However, it is understood and agreed that any employee who is not re-employed within six (6) months following a resumption of normal operations subsequent to any action taken by the Company's employees not covered by this Agreement as referred to in the previous paragraph of this Article (12.10) shall be eligible for the provisions of Sections 12.07 and 12.08 of this Agreement.
- \* 12.11                    In the event of discharge, the Company shall, upon signed request by the employee, furnish in writing the cause for such discharge to the employee.
- \* 12.12                    In the event of a reduction of working hours and/or of a lay-off, the Union may request a detailed record of overtime worked by all employees covered by this Agreement. If requested, the Employer shall file a weekly report with the Secretary of the Union. This detailed statement shall show, by name, the numbers of overtime hours worked in the last pay week, separated as to time and one-half and double time hours.

ARTICLE 13.                    APPRENTICES

Rotogravure Workers

- \* 13.01                    Apprentices shall be permitted and indentured under the following procedure and regulations:

- \* 13.02 Apprentices, after passing a medical examination acceptable to the Union and the Company shall serve a term of apprenticeship of five (5) years.
- \* 13.03 The number of apprentices to be allowed shall be based on the total number of journeymen regularly employed on all shifts on a full time basis for a period of not less than three (3) months, at the ratio of one (1) apprentice to each ten (10) journeymen.
- \* 13.04 The Company agrees to give prior consideration to unemployed journeymen in the Local in the selection of apprentices, consideration will also be given to any Auxiliary Rotogravure Worker in the employ of the Company. The length of such apprenticeship and all wage rates shall be jointly determined by the Company and the Union.
- \* 13.05 Apprentices shall not be allowed to work in any branch where a journeyman is not employed.
- \* 13.06 Apprentices shall not work overtime unless the following conditions prevail:
  - \* 13.06.1 They have completed one year of their apprenticeship;
  - \* 13.06.2 They do not work overtime when a journeyman of that branch wishes to work such overtime;
  - \* 13.06.3 They are under the supervision of a qualified journeyman in that Department.
- \* 13.07 In order to ensure the orderly and most advantageous indenturing of new apprentices, it is agreed that in principle, apprentices shall be apportioned among each of the various branches enumerated in Article 5.
  - \* 13.07.1 However, because of the rapid technological changes taking place in the industry, more than one (1) apprentice may be permitted in a branch, providing the assignment is deemed satisfactory to both the Company and the Union.

- \* 13.08 Apprentices will be permitted to work on the night shift under the following conditions:
- \* 13.08.1 When the night shift consists of less than ten (10) journeymen, one (1) apprentice shall be allowed on such night shift.
- \* 13.08.2 When the night shift exceeds ten (10) journeymen, additional apprentices will be permitted on such night shift only when the number of journeymen form a major fraction of the ratio provided in Section 13.03 above.
- \* 13.09 It is understood that any apprentice falling by the wayside during his apprenticeship may be replaced at the Company's discretion.
- \* 13.10 In any branch where a lay-off is contemplated, the apprentice (if any) with the least indentured service shall be laid off first. No journeyman, therefore, shall be laid off in any branch while an apprentice remains in that branch.
- \* 13.11 The weekly wage rate for apprentices for the regular weekly schedule of working hours herein provided shall be based upon a percentage of the journeyman wage rate as follows:
 

1st year	45%	To be
2nd year	55%	calculated
3rd year	65%	on journeyman
4th year	80%	shift rates.
5th year	90%	
- \* 13.12 During their apprenticeship, all apprentices shall spend three (3) months of their apprentice training time in each of two different branches other than the one to which they are apprenticed. Each apprentice shall also spend one (1) week in each of the remaining branches.
- \* 13.13 The Company agrees to meet with the Shop Committee at least once a year to discuss the progress of the apprentices.
- \* 13.14 An apprentice previously indentured to the Company and unemployed due to Section 13.10 shall be re-employed first, if available, unless otherwise agreed with the Union.

ARTICLE 14.

CHECK-OFF

- \* 14.01 An employer must withhold from the salary of every employee who is a member of a certified association the amount stated as an assessment by such association.

The employer must also withhold from the salary of every other employee who is a member of the bargaining unit in respect of which such association was certified, an amount equal to the amount provided for in the first paragraph.

The employer must remit monthly to the association the amounts so withheld with a statement indicating the amount taken from each employee and the employees name.

ARTICLE 15.

COMPANY BENEFITS

- \* 15.01 All existing benefits and provisions now enjoyed by the employees shall not be reduced during the lifetime of this Agreement, nor shall the employee's cost of such benefits be increased without prior notice and discussion.
- \* 15.02 The Company agrees to meet semi-annually with the Union's Local and/or Chapel representatives to review the performance of the Company's Retirement Plan.
- \* 15.03 In the event of a cessation of work caused by a strike, lock-out or any illegal action by employees not covered by this Agreement, the Company agrees to discuss with Union representatives the continuation of coverage under the Dental, Hospital/Medical and Group Life Insurance Programmes.

Bereavement

- \* 15.04 A regular employee bereft by the death of a parent, child, spouse, brother, sister, mother-in-law, father-in-law or legal guardian, shall be reimbursed for wages lost up to a maximum of three (3) days straight-time pay, but not including wages for any time lost after the day of the funeral.

A regular employee bereft by the death of a parent, child, spouse, brother, sister, mother-in-law, father-in-law or legal guardian, shall be reimbursed for wages lost up to a maximum of four (4) days straight-time pay, when said employee is responsible for funeral arrangements.

15.04(cont'd) In addition, a regular employee shall be entitled to a maximum of one (1) day leave of absence with pay to attend the funeral of a grandparent.

The above is subject to the provision that the employee shall not receive any additional day or days' leave with pay because of the death/and/or arrangements and funeral occurred on a Plant Holiday, or during his or her vacation, or during any leave of absence without pay.

ARTICLE 16. WORK CLOTHING

- \* 16.01 The Company agrees to supply one pair of safety shoes and each year two pairs of a shirt/pants combination, one of which shall be cleaned each week, to the following employees:

Laydown Operators  
Stagers  
Etchers  
Finishers  
Cylinder Developers  
Platers  
General Service Worker  
Cylinder and Chemical Preparatory Workers

ARTICLE 17. HEALTH AND SAFETY

- \* 17.01 Both parties agree that everything should be done to safeguard the health of the employees and minimize hazards in every way possible and, to this end, work rooms shall be kept in a clean, well-ventilated and sanitary condition. The Standards and Code as recommended by the Board of Health of the Town of Mount Royal are to be observed.
- \* 17.02 A medical examination of all employees in the Electrodeposition branch shall be made at regular intervals of not more than three (3) months; all costs incurred shall be borne by the Company.
- \* 17.03 A SMA-12 blood test will be included with the medical examination currently provided for under the Company's Welfare Program.

- \* 17.04                    A full-scale fire drill, which shall include evacuation from the Plant of all employees, shall be held not less than once annually at the Company's convenience.
  
- \* 17.05                    Recognizing the importance of environmental conditions relative to health and safety, a Joint Committee composed of employees and management will be established with equal representation of all Rotoplant Union bodies to be designated by the Company and Unions, respectively, which shall be called the Health and Safety Committee. This Committee shall meet regularly in order to review accident records and other data bearing on the employee's health and safety and to make recommendations for the correction of undesirable conditions which may be found to exist.

ARTICLE 18.                    STAFF RESPONSIBILITIES

- \* 18.01                    In consideration of wages and working hours herein provided, employees shall report ready for work at starting time. They shall apply themselves diligently and efficiently so that the cost of production may be kept within reasonable bounds by increased productivity. Changing of clothes and washing shall not be considered part of the service rendered by an employee. The Shop Delegate shall be directed to see that this provision is carried out to the best of their ability.
  
- \* 18.02                    All accidents involving injury to employees, no matter how slight, must be reported to their respective Supervisory Foremen. In cases of weakness or fainting, an employee must be sent out of the Department for medical attention. Carelessness resulting in injury to others will be cause for dismissal.

ARTICLE 19.                    UNION OFFICIALS

- \* 19.01                    The right of the Shop Delegate and his Deputy to conduct Union business relating specifically to the Chapel during working hours is recognized, provided it does not interfere with production and there shall be no reduction in straight time pay.

- \* 19.02                   The right of the Committee to hold meetings during working hours, provided such meetings do not interfere with production, is recognized, but prior permission must be obtained from whoever is in charge, and there shall be no reduction in straight time pay.
  
- \* 19.03                   Leaves of absence without pay shall be granted to duly authorized Executive Committee members to attend Union activities, provided their absence does not interfere with production requirements. Requests for such leaves of absence shall be presented in writing to their respective Supervisory Foremen as much in advance as possible, but no later than twenty-four (24) hours, unless under extenuating circumstances.

ARTICLE 20.                   GRIEVANCE PROCEDURE

- \* 20.01                   It is the mutual desire of the parties hereto that complaints be adjusted as quickly as possible and any dispute under this Agreement or involving the interpretation of this Agreement shall first be taken up between the Shop Delegate or the Shop Committee and their respective Supervisory Foremen.
  
- \* 20.02                   Should no settlement of the dispute or interpretation be reached within two (2) days, the Shop Delegate or his assistant shall take the matter directly to the Production Manager.
  
- \* 20.03                   Should no settlement of the dispute be reached within a further three (3) days, the matter shall be referred, in writing, to a Joint Committee consisting of up to three representatives of the Company and up to three representatives of the Union. Such Committee shall meet within seven (7) days after such grievance is submitted to it and shall endeavour to settle the same within seven (7) days of its first meeting.
  
- \* 20.04                   In the event that such grievance be unsettled within the above period, then either party may refer the matter to an Impartial Arbitrator who shall be selected by the Joint Committee within seven (7) days.

- 20.04(Cont'd)           Should the Joint Committee fail in this attempt, then either of the parties may request the Minister of Labour and Manpower of the Province of Quebec to appoint one.
- \* 20.05                   The decision of the Impartial Arbitrator shall be final and binding upon the parties. However, it is understood that he shall not have the right to add to, modify or amend the present Agreement between the parties.
- \* 20.06                   Working and other conditions prevailing immediately prior to the raising of the question to be decided by the Grievance Procedure shall be preserved unchanged until a decision has been rendered.
- \* 20.07                   It is agreed that a suspension, dismissal or any other disciplinary measure may be the object of a grievance. In such cases the Impartial Arbitrator may, if he deems it just and equitable, annul, modify or sustain such decisions and/or order the repayment in whole or in part of any losses sustained by the employee.
- \* 20.08                   Each party will defray the costs of its witnesses. The fees and expenses of the Impartial Arbitrator shall be shared equally by the parties.
- \* 20.09                   The parties having negotiated and drafted the present Collective Agreement in the English language; the parties hereby stipulate the English language version of the present Collective Agreement as being the one to which reference is to be made for purposes of interpretation or application of the present Collective Agreement by the parties themselves or by any judicial body or quasi-judicial body constituted under the grievance and arbitration procedure in the present Collective Agreement or otherwise by law, as the case may be.

ARTICLE 21.                   LEGALITY

- \* 21.01                   Should any provision of this Agreement at any time in its life be found to be in conflict with Federal or Provincial law - or as such laws may be amended, such provisions shall continue in effect only to the extent permissible under the applicable law, with the understanding that if, at any time thereafter, such provision is no longer in conflict with the law, then such provision of the Agreement as originally embodied therein, shall be restored in full force and effect as if it had never been in controversy or violation.

- \* 21.02 In the event that any provision of this Agreement should be held invalid under the law, the remainder of the Agreement shall not be affected.

ARTICLE 22. TERM OF CONTRACT

22.01 This Agreement shall be in force from April 6th, 1983 to October 14th, 1985.

- \* 22.02 At expiration of this Agreement, should either party desire a new Agreement, a written notice to that effect shall be served upon the other party during the last ninety (90) days prior to the expiration of the Agreement.

- \* 22.03 It is understood that the terms of the Agreement shall remain in effect during the period provided for by the existing Quebec Labour Code.

In WITNESS WHEREOF, the parties hereto have hereunto set their hands and seal this 12 day of *October* 1983

FOR THE COMPANY

*C. L. Buckland*

*Jensen*

FOR THE UNION

*RA Edison*

*Carl S. Griffiths*

278

# MONTREAL STANDARD

a division of  
Canadian Newspapers Company Limited

---

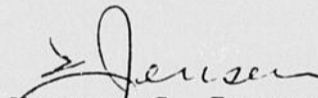
September 19, 1983

Mr. Claude Valade,  
President,  
Graphics Communications International  
Union, Local 555 Montreal,  
8440 St. Lawrence Blvd.,  
Suite 301,  
Montreal, Quebec  
H2P 2M5

Dear Mr. Valade:

It is understood and agreed that during a period of reduced hours (Article 12:02), employees shall continue to pay premiums to the Comstar Pension Plan and Long Term Disability (LTD) Plan as if they were working a regular work week (as specified in Article 7, Scale of Wages). In return, the Employer agrees that the level of benefits related to the Comstar Pension Plan, L.T.D. Plan and Life Insurance Plan shall be based on the regular work week.

Yours truly,

  
Harvey G. Jensen  
Production Manager

HGJ/dnc

MONTREAL STANDARD

a division of  
Canadian Newspapers Company Limited

---

September 19, 1983

Mr. Claude Valade,  
President,  
Graphics Communications International  
Union, Local 555 Montreal,  
8440 St. Lawrence Blvd.,  
Suite 301,  
Montreal, Quebec H2P 2M5

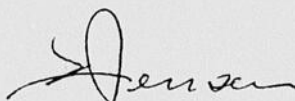
RE: Article 15 - Company Benefits

Dear Mr. Valade:

As agreed, the Company will allow for payment to employees absent on the first day for reasons related to industrial accidents and/or hospitalization.

Would you please signify your agreement with this letter by signing in the space provided below and return to us.

Yours truly,



Harvey G. Jensen  
Production Manager

HGJ/dnc

Signed: \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

# MONTREAL STANDARD

a division of  
Canadian Newspapers Company Limited

---

September 19, 1983

Mr. Claude Valade,  
President,  
Graphics Communications International  
Union, Local 555 Montreal,  
8440 St. Lawrence Blvd.  
Suite 301,  
Montreal, Quebec  
H2P 2M5

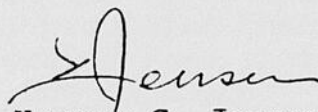
RE: Article 15:01 - Company Benefits

Dear Mr. Valade:

In order to ensure that Company policy relative to sickness is maintained on an equitable basis for all employees, loss of salary during the first (1st) week of sickness shall be limited to 40% for regular full time employees with three months up to five years' service, and 20% for regular full time employees with five years' service and over.

Would you please signify your agreement with this letter by signing in the space provided below and return to us.

Yours truly,

  
Harvey G. Jensen  
Production Manager

HGJ/DNC

Signed: \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

# MONTREAL STANDARD

a division of  
Canadian Newspapers Company Limited

---

September 19, 1983

Mr. Claude Valade,  
President,  
Graphics Communications International  
Union, Local 555 Montreal,  
8440 St. Lawrence Blvd.,  
Suite 301,  
Montreal, Quebec  
H2P 2M5

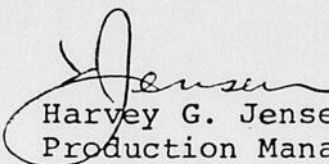
Dear Mr. Valade:

It is understood and agreed that the Company will pay an employee who is required for Jury Service or as a Crown Witness, for each day of service, the difference between his regular shift straight time hourly rate for the number of hours he normally works on his regular shift, and the payment he received for Jury Service or as a Crown Witness. The employee will present to the Company, proof of Jury Service or for acting as a Crown Witness and the amount of pay he received.

When an employee is excused from Jury Service or as a Crown Witness for one half day or more, he must return to the plant and complete his regular shift.

A night shift employee, who is required for Jury Service or as a Crown Witness shall be given the opportunity of day shift work during such a period, providing that the Company is so advised within the five working days that follow the receipt of such notification to the employee.

Yours truly,

  
Harvey G. Jensen  
Production Manager

HGJ/dnc



N° DE LA CONVENTION COLLECTIVE	TYPE DE DOCUMENT	CODE D'ACTIVITÉ DE LA CONVENTION	DATE DE DÉPÔT	NOM DE LA PARTIE PATRONALE
075007	41	2850	831017	Montreal Standard Thin Co. <i>convention etc.</i>

NUMÉRO DE LA VARIABLE	CODIFICATION ATTRIBUÉE	CLAUSE DE LA CONVENTION	NATURE EXACTE ET VALEUR PRÉCISE DE LA VARIABLE OU CARACTÉRISTIQUE DE LA CONVENTION COLLECTIVE QUI N'A PAS ÉTÉ CODIFIÉE
D17	9	12.07	Remplacement des jours par semaine de travail
F03	7	7.07-9.04	Pour le paiement de congé, jours fériés 150 000 030 Paiement de congé de maladie 200 000 000
F01	9	11.04 11.03	- Les nouveaux salariés qui ont travaillé dans une année d'absence ont droit à 7 1/2 jours par semaine travaillés (moins 8 jours) - Les nouveaux salariés qui ont une année d'absence ont droit à 10 jours par semaine (moins 17 jours)
F-03 F19-20	99 *	11.02 12.04	Les salariés qui ont occupé un poste toute l'année précédente, 1 jour de congé par semaine de travail
J11	*	8.04.2	Pour les salariés de la catégorie... effectuant les travaux supplémentaires à savoir 6 <sup>h</sup> ou 7 <sup>h</sup> par jour, les jours de congé ne sont pas payés.
H01	*	Page 38	Il n'y a pas de congé de maladie... dont l'absence est dérogatoire... moins de maladies... 1 <sup>er</sup> semaine.

C-08 \* 3.10.2 dans le cas de mise-à-pied pour changements technologiques: code 4 006.  
B-23 \* 5.06.1 quel est le montant min autorisé pour l'absence.  
778 (022) autre  
Analyste: *[Signature]* Date: 84-01-04

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé  Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 <sup>ère</sup> convention <input checked="" type="checkbox"/> Renouvellement <input type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	M-3297-21
Date	Signature: 83-10-12 Reception: 83-10-27	Durée: Du 83-04-06 Au 85-10-14	Nombre de salariés régis par la convention collective: 51

Association	Employeur
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant <b>Synd. Intern. des communications graphiques loc. 555 Mtl CTC FTQ CTM</b> Att: M. Gilbert Héту 8440 Boul. St-Laurent ste 301 Montréal, Québec H2P 2M5	<input type="checkbox"/> Déposant <b>Montreal Standard</b> Division de Compagnie de Journaux Canadiens Ltée 8181 Royden Ville Mont-Royal, Québec H4P 2J7

Unité de négociation

"All hourly rated and salaried photoengraving and retrogravure workers, all auxiliary Rotogravure workers (General Workers) who are employed in the process and plating department executing all ancillary functions to the production of printing surfaces in rotogravure, utilised at Montreal Standard Inc. 8181 Royden Road, Town of Mount Royal Qué. except those excluded by law.

Région	06-06	Activité	2860(5)	Affiliation	7
--------	-------	----------	---------	-------------	---

1  2  3  4  5  6  7  8  9  10  11

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné  Voir au verso pour les codes

Remarques

Prenez note qu'une convention a déjà été déposée au Ministère

Pour le commissaire général du travail	
Signature	Date
Odette McMullen /ms	83-11-29

Pour renseignements  425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970  255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357